

TRAFIGURA

Une multinationale opaque qui ne doit pas rester en Kanaky

Dossier d'informations : Bureau Politique du MNSK

CONFIDENTIEL

MNSK

UNE AUTRE VOIE EST VITALE

Février 2021

Préparé et réalisé par Wadéwi WASHETINE pour le Mouvement Nationaliste Indépendantiste Souverainiste

Une Nation
Unie & Solidaire
Kanak Interculturelle



Mouvement Nationaliste
Indépendantiste
Souverainiste

TABLE DES MATIERES

I)	Introduction	2
II)	Trafigura et les scandales	
1.	L'affaire « Pétrole contre nourriture »	4
2.	L'affaire « Probo Koala » et le déversement de déchets toxiques	6
3.	L'explosion d'un pétrolier à Sløvåg	8
4.	L'affaire de corruption en Jamaïque	9
5.	L'affaire du commerce d'armes au Sud-Soudan	10
6.	L'affaire du pétrole angolais	13
7.	L'affaire du financement illégal de Lega Nord	14
8.	L'opération Car Wash (affaire Pétrobas)	15
9.	L'affaire Kengiston (Gokana)	16
III)	Trafigura et les paradis fiscaux	
1.	Principe fondamental de paradis fiscal	18
2.	Cas de Trafigura	19
3.	Connexions des différentes filiales de Trafigura établies par le ICIJ	20
4.	Tableau listant les filiales de Trafigura dans les paradis fiscaux	21
IV)	Trafigura et les pratiques financières très douteuses	
1.	Fabrication artificielle de bénéfices	33
2.	Rachat frauduleux de Nyrstar	34
3.	Trafigura, un lien avec l'Etat islamique ?	35
V)	Trafigura et le trading au mépris des pays détenteurs de matières premières	
	<i>Principe de financement du négoce des matières premières : « Méthode Trafigura »</i>	
	A) Financement bancaire	37
	B) Financement non bancaire	43
	C) Le trader devient banquier	44
VI)	Conclusion	50
VII)	Annexes	51

I) Introduction

Depuis quelques mois déjà l'usine du sud n'a jamais cessé de défrayer les chroniques locales tant sur le plan médiatique que sur le plan des réseaux sociaux. Même la presse nationale voire même internationale s'intéresse aussi à cette usine, notamment la presse des métaux et quelques spécialistes des matières premières.

Après que Sofinor-Korean Zinc ait retiré son offre le 7 décembre 2020, un consortium d'actionariat proposé par Antonin Beurrier et soutenu par la province sud et l'Etat, et dont la configuration sur la prise de participation au capital n'a cessé de varier, devint *in fine* la seule offre. Loin de nous l'idée de spéculer sur une possible mise à l'écart de Sofinor-KZ de la part des « amis » de Beurrier pour emprisonner le pays dans cette seule offre, mais rien ne nous empêche d'investiger pour comprendre et sonder ses réels desseins.

Dans ce pacte d'actionariat le nom de la multinationale Trafigura y est mentionné au premier plan comme si sa seule présence suffirait à redresser et sauver l'usine et ses quelque 3000 emplois. Or personne n'a aucune idée de ce que représente réellement Trafigura sur le plan industriel, financier et/ou historique.

Ce document tente de répondre aux interrogations justifiées ou non au sujet de la multinationale, sa volonté de s'investir au pays, mais également ses réelles intentions concernant le négoce et la commercialisation de nos minerais. Les renseignements contenus dans les pages suivantes sont divers et sourcés mais restent informatifs. Ce document n'est évidemment pas exhaustif, l'idée est simplement de dessiner un portrait de Trafigura pour aider nos responsables à se doter d'éléments factuels pour prendre efficacement des décisions et argumenter avec perspicacité si toutefois l'Etat par exemple continuait à insister lourdement sur la présence de Trafigura dans le futur pacte d'actionariat.

Par ailleurs nous rappelons que ce document n'a pas fait l'objet de requête ni de commande particulières de la part de nos responsables, il n'en demeure pas moins que le dossier reste suffisamment brûlant pour faire l'économie d'une investigation intéressée et en faire ensuite une synthèse pour la remettre à qui voudra s'en procurer.

Enfin, ce document est une contribution modeste du **Mouvement Nationaliste Indépendantiste Souverainiste (MNIS)** pour enrichir et éclairer les échanges au sein du **MNSK** concernant l'avenir de l'usine du sud, et se veut surtout un matériau dont le mode investigatoire pourrait servir de référence à d'autres sujets d'ordre « PAYS » nécessitant à l'évidence un examen scrupuleux et approfondi.

Scandale Petrobras: perquisition chez Vitol et Trafigura à Genève

**TRAFIGURA ET
LES SCANDALES**



Trafigura pèse en 2019 87,8 milliards de dollars ¹ présente un chiffre d'affaires de 180,7 milliards de dollars² en 2018 pour un résultat net de 872,8 millions de dollars. Elle possède une trentaine de filiales dans le monde et n'est pas cotée en bourse³

II) Des scandales en série :

1 13 mai au 27 août 2001 : L'affaire « Pétrole contre nourriture »

 Bureau du programme Iraq Pétrole contre nourriture	
Page d'accueil	9,978 milliards de dollars transférés au Fonds de développement pour l'Irak
À propos du Programme	Les transferts d'un milliard de dollars chacun ont été effectués les 28 mai, 31 octobre et 18 novembre 2003 à partir du compte fiduciaire des Nations Unies pour l'Irak, à la demande du Conseil de sécurité contenue au paragraphe 17 de la résolution 1483 (2003) du 22 mai 2003. Un autre montant de 2,6 milliards de dollars a été transféré le 31 décembre 2003, soit 2 milliards de dollars de plus au 31 mars et 0,5 milliard de dollars le 19 avril 2004. Trois autres transferts, totalisant 1,128 milliard de dollars, ont été effectués en 2004 et trois transferts totalisant 0,75 milliard de dollars ont été effectués en 2005.
Informations pour les entreprises et les délégations	
Mise à jour hebdomadaire	
Programme Phases	
Liste d'examen des marchandises	

Source : <https://www.un.org/Depts/oip/>

À la mi-2005, Trafigura a été mêlée à une enquête qui a révélé qu'elle travaillait dans le cadre du programme « Oil For Food »⁴- le plan commercial des Nations Unies de 1995 (un échec diplomatique majeur) - pour permettre à l'Irak de Saddam Hussein de vendre du pétrole, mais sans acheter d'armes⁵- un programme qui a causé des milliards de transactions illégales⁶.

En vigueur de 1996 à 2003, ce programme visait à atténuer les effets sur la population d'un embargo de l'Onu, en permettant au régime de Saddam Hussein de vendre du pétrole en échange de biens de consommation.

Bagdad avait en fait contourné ce programme, par le biais de ventes parallèles et surfacturations, en distribuant des millions de barils à des personnalités « amies » ou en encaissant des ristournes sur les ventes de pétrole⁷.

¹ Source Profundo, 2019

² ALUMNEYE (27 février 2019) « Trafigura, sur la voie de la rédemption » : <https://www.alumneye.fr/trafigura-sur-la-voie-de-la-redeption/#:~:text=En%20effet%2C%20%27entreprise%20est,872%2C8%20millions%20de%20dollars.>

³ BOURSIER.COM (23 novembre 2015) « Quelles sont les plus grandes entreprises européennes non cotées ? » : <https://www.boursier.com/actualites/news/quelles-sont-les-plus-grandes-entreprises-europeennes-non-cotees-665596.html>

⁴ Bureau du programme Iraq Pétrole contre nourriture : <https://www.un.org/Depts/oip/>

⁵ <https://web.archive.org/web/20111112080317/http://www.iic-offp.org/index.html>

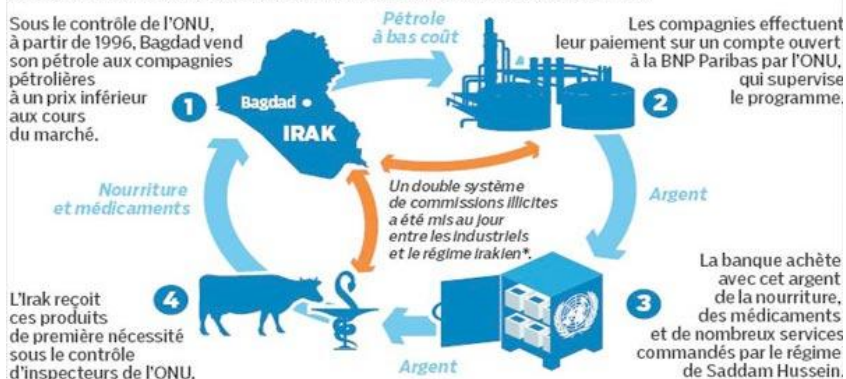
⁶ Report on business :

<https://web.archive.org/web/20040515230419/http://www.theglobeandmail.com/servlet/ArticleNews/TPStory/LAC/20040423/ROIL23/TPBusiness/TopStories>

⁷ https://lematin.ma/express/2013/Proces-petrole-contre-nourriture_Total-et-Pasqua-fixes-sur-leur-sort/184794.html

LE PROGRAMME PÉTROLE CONTRE NOURRITURE

Programme visant à satisfaire (de 1996 à 2003) les besoins humanitaires du peuple irakien en raison des sanctions économiques prises par l'ONU après l'invasion du Koweït par l'Irak.

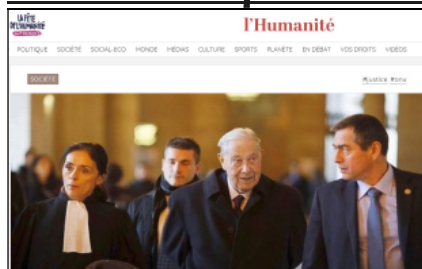


* Des « amis » de l'Irak auraient par ailleurs reçu des coupons de pétrole en échange d'un lobbying visant à la levée de l'embargo.

Source : AFP

Trafigura Beheer BV, une filiale néerlandaise⁸, loue un pétrolier à turbine immatriculé au Libéria, l'Essex, pour charger du pétrole brut irakien entre le **13 mai et le 27 août 2001**⁹. Une fois la cargaison normale certifiée par les autorités, la société remplit le pétrolier avec 272 000 barils illégaux supplémentaires, qui sont vendus en secret, dont le produit échappe au contrôle des Nations Unies. La fraude est en quelque sorte remarquée. Trafigura négocie finalement **9,9 millions de dollars** d'indemnisation entre sanctions pénales et civiles¹⁰.

Des hauts responsables politiques et industriels français concernés¹¹ :



Source : L'Humanité (mardi 9 juillet 2013) Relaxe générale dans l'affaire « Pétrole contre nourriture » :

Dans cette affaire le PDG de Total, **Christophe de Margerie** alors directeur Moyen-Orient pour la branche «exploration-production» de Total, et même l'ancien ministre de l'intérieur **Charles Pasqua** ont été cités à comparaître devant la justice française pour corruption d'agents publics étrangers, trafic d'influence, de corruption et de barils de pétrole.

Sur décision de justice rendue le 12 février 2013, Total, en tant que personne morale, écopera finalement d'une amende de **750.000 €**, son P-DG Christophe de Margerie et Charles Pasqua seront relaxés, le ministère public ayant en effet considéré que les éléments à charge ne sont pas suffisamment consistants ni recevables pour justifier une peine judiciaire.

Les autres peines requises, à l'encontre d'anciens cadres de Total, de responsables d'associations ou d'ex-diplomates, sont pour la plupart des amendes, dont une de **100.000 €** réclamée contre Jean-Bernard Mérimée, ancien ambassadeur de France à l'Onu.

⁸ **Bloomberg** : <https://www.bloomberg.com/profile/company/585233Z:NA>

⁹ **Financial Times** : <https://www.ft.com/content/1f250dd4-47de-11da-a949-00000e2511c8>

¹⁰ **Los Angeles Times** : <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-2006-may-26-fg-oilfood26-story.html>

¹¹ **LE MATIN du 7 juillet 2013** : Procès « Pétrole contre nourriture »- Totale et Pasqua fixés sur leur sort : https://lematin.ma/express/2013/Proces-petrole-contre-nourriture_Total-et-Pasqua-fixes-sur-leur-sort/184794.html

2 19 août 2006 : L'affaire « Probo Koala » et le déversement de déchets toxiques



Source : **BBC World** : <https://www.bbc.com/news/world-africa-10735255>

En 2006, Trafigura a affrété le pétrolier **Probo Koala** pour transporter 84 989 tonnes de naphta, les résidus de la transformation du pétrole. Les négociations avec certaines entreprises spécialisées (une d'Amsterdam et une de Lagos¹²) sur le traitement des déchets toxiques ont échoué. Trafigura transfère la cession à Compagnie Tommy Inc., une société canadienne qui a maintenant été liquidée de force pour non-formalités¹³.

En violation de la loi, le 19 août 2006, la Compagnie Tommy a déversé 528 tonnes de matières toxiques dans l'environnement dans 12 décharges illégales près d'Abidjan (Côte d'Ivoire)¹⁴, provoquant un désastre environnemental de proportions graves et empoisonnant de nombreux habitants¹⁵: 500 tonnes d'un mélange de carburant, de sulfure d'hydrogène et d'hydroxyde de sodium connu sous le nom de soude caustique sont également déversées dans l'environnement, **tuant 17 personnes et rendant plus de 200 000 malades**¹⁶.

C'est pour cette raison que Trafigura est poursuivie devant les tribunaux de Côte d'Ivoire, des Pays-Bas et du Royaume-Uni et condamnée à chaque fois¹⁷: elle est contrainte d'indemniser le gouvernement ivoirien avec **198 millions de dollars** pour assainissement environnemental et dommages aux victimes à hauteur de **1,3 million d'euros**. Pays-Bas, **30 millions de livres sterling** d'indemnisation pour 29614 plaignants¹⁸ représentés par le cabinet d'avocats britannique Leigh Day & Co¹⁹.

¹² **Libération** 22 septembre 2006 : https://www.liberation.fr/terre/2006/09/22/les-eaux-du-probo-koala-remontent-jusqu-a-amsterdam_52132

¹³ https://opencorporates.com/companies/ca_qc/1145165974

¹⁴ http://archive.wikiwix.com/cache/index2.php?url=https%3A%2F%2Fwww.dailymotion.com%2Fvideo%2Fxdhqu_scandale-environnemental-a-abidjan_news#

¹⁵ **The Guardian** 14 mai 2009 : <https://www.theguardian.com/environment/2009/may/13/trafigura-ivory-coast-documents-toxic-waste>

¹⁶ **Le monde** du 24 juillet 2010 : https://www.lemonde.fr/planete/article/2010/07/24/premiere-condamnation-de-trafigura-dans-l-affaire-du-probo-koala_1391777_3244.html

¹⁷ **BBC News** du 23 juillet 2010 : <https://www.bbc.com/news/world-africa-10735255>

¹⁸ **Libération** (28 octobre 2006) : https://www.liberation.fr/terre/2006/10/28/probo-koala-debut-de-l-attaque-judiciaire_55697

¹⁹ **Site TRAFIGURA**: L'affaire Probo Koala en 13 questions : <https://www.trafigura.com/probo-koala/>

UN LIEN « INDIRECT » ENTRE LA SPHÈRE CHIRAC ET TRAFIGURA ?

Patrick Maugein, homme d'affaires corrézien spécialisé dans le trading de matières premières, et « accessoirement » ami de **Jacques Chirac**, est indirectement lié à **Trafigura** dans cette affaire.

En effet, en 2001 alors qu'un cargo battant pavillon libérien est arraisonné au large des Antilles pour avoir dissimulé dans la coque inférieure 500.000 barils de pétroles irakiens dans le cadre du programme onusien « pétrole contre nourriture », la compagnie pétrolière Ibex basée à Paris à laquelle appartient le pavillon et Trafigura, affréteur hollandais, sont mis en cause dans cette affaire.

Patrick Maugein sera aussi mis en cause, car sa société Soco International a été soupçonnée de complicité avec Ibex, et l'écrivain Jean Montaldo révélera plus tard dans son livre « Chirac et les 40 menteurs »²¹ que Trafigura, immatriculé aux Pays-Bas mais basée à Londres, contrôle 50% de Quantic Oil Ltd Bahamas « *l'un des plus éminents actionnaires de Soco International* ».

Cette machination avait sans aucun doute un lien avec le financement de la campagne de Chirac aux présidentielles de 2002.

20 Libération (20 septembre 2006) : Un proche de Chirac en odeur de pollution ?

https://www.liberation.fr/planete/2006/09/20/un-proche-de-chirac-en-odeur-de-pollution_51886

²¹ Chirac et les 40 menteurs (Albin Michel – 2006) p.373

3 24 mai 2007 : L'explosion d'un pétrolier à Sløvåg (Danemark)



Au centre de cette histoire dramatique se trouve Vest Tank ApS, une société basée à Hvide Sande, au Danemark, qui a été fondée en 2002, a fait faillite en 2016²² et a signé un contrat avec Trafigura en 2007 pour la désulfuration du carburant de coq de mauvaise qualité²³.

Le **24 mai 2007**, Vest Tank lave le navire avec de l'acide chlorhydrique tout en traitant les résidus de cargaison du navire et après avoir pompé les résidus dans ses propres réservoirs, créant un mélange volatil très instable²⁴. L'explosion est inévitable en raison du déclenchement d'un filtre à charbon défectueux²⁵: l'accident crée un **nuage toxique** qui s'étend sur une large zone jusqu'à ce qu'il atteigne Eivindvik, une ville à environ **20 km** avec une population de **1000 habitants**²⁶.

L'enquête sur Vest Tank ouvre un chapitre important et troublant : on constate que Trafigura, qui ne semble pas être directement responsable de l'incident, s'appuie en fait généralement sur ces pratiques pour raffiner un carburant peu coûteux et de mauvaise qualité²⁷ et transformer la sienne grâce à des pétroliers transportant des déchets dangereux²⁸: une activité strictement interdite en Europe²⁹ qui a abouti à la condamnation en juillet 2010 de l'entreprise pour trafic de déchets illégal, compte tenu notamment de la récidive du crime suite à l'affaire Probo Koala³⁰.

²² <https://datacivr.virk.dk/data/visenhed?enhedstype=virksomhed&id=26844444>

²³ **Vest Tank sweetened coker gasoline du 24 juin 2008 :**

<https://www.nrk.no/dokumentar/vest-tank-sweetened-coker-gasoline-1.6104693>

²⁴ **Coker gasoline – low quality du 24 juin 2008 :**

<https://www.nrk.no/dokumentar/coker-gasoline-low-quality-1.6105347>

²⁵ **Accident investigation following the Vest Tank explosion at Sløvåg 26 septembre 2009 (Version 3) :**

<https://technokontrol.com/pdf/report-accident-vest-tank.pdf>

²⁶ **Trafigura et l'explosion de Sløvåg**

<https://www.nrk.no/emne/trafigura-og-slovag-eksplisjonen-1.2847739>

²⁷ **Indépendant: Trafigura refuse d'aider l'enquête sur les incendies (23 octobre 2011) :**

<https://www.independent.co.uk/news/world/europe/trafigura-refuses-to-aid-fire-inquiry-1793502.html>

²⁸ **Amnesty International (TRAFIGURA: UN VOYAGE TOXIQUE)**

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/04/trafigura-a-toxic-journey/>

²⁹ **NRK: Un petit pion dans le jeu du 24 juin 2008 :**

<https://www.nrk.no/dokumentar/a-small-pawn-in-the-game-1.6104888>

³⁰ **BBC World du 23 juillet 2010 :** <https://www.bbc.com/news/world-africa-10735255>

4 12 octobre 2006 : L'affaire de corruption en Jamaïque



Source : LE TEMPS (3 octobre 2012) par Dejan Nikolic <https://www.letemps.ch/economie/haye-suspecte-trafigura-corruption-jamaïque>

Le **12 octobre 2006**, Trafigura a été accusé d'avoir transféré d'importantes sommes d'argent au Parti national du peuple (PNP) en échange de licences de matières premières prometteuses si le PNP gagnait les élections³¹.

L'affaire est soulevée par le chef de l'opposition jamaïcaine **Bruce Golding**, qui a une copie conforme d'un relevé bancaire montrant que Trafigura a payé plus de **31 millions de dollars** à une association appelée CCOC³² - un compte bancaire et une association appartenant à PNP, et sont contrôlés par le secrétaire général Colin Campbell et d'autres collègues de son parti³³. L'enquête est toujours en cours.

³¹ The Guardian du 31 mai 2010 : « *Trafigura fait l'objet d'une enquête pour corruption présumée, manipulation de marché* » <https://www.theguardian.com/world/2010/may/31/trafigura-investigated-for-alleged-corruption-market-manipulation>

³² CORPWATCH (18 octobre 2006) JAMAÏQUE: Trafigura figure dans le scandale de corruption en Afrique du Sud : <https://corpwatch.org/article/jamaica-trafigura-figures-south-africa-bribery-scandal>

³³ The Cleaner EDITORIAL - Trafigura, Transparency And Party Financing du 26 septembre 2012 : <http://jamaica-gleaner.com/gleaner/20120926/cleisure/cleisure1.html>

5 28 août 2017 : L'affaire du commerce d'armes au Sud Soudan



Source : <https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/negoce-de-matieres-premieres/les-avances-explosives-de-trafigura-au-soudan-du-sud>

Selon le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, Trafigura a acheté une cargaison de pétrole en 2012 qui a été chargée sur le Ratna Shradha, un navire battant pavillon indien, alors que ce navire avait déjà été confisqué par les autorités judiciaires sud-soudanaises³⁴.

Cependant, Trafigura ne change pas de comportement : en 2019, toujours au Soudan du Sud, l'entreprise est impliquée dans une affaire de commerce d'armes.

L'ONG Public Eye a découvert deux documents datant de janvier 2016, dans lesquels on peut lire un paiement de **45 millions de dollars** (voir photo 1), qui a été effectué par Trafigura sur un compte bancaire au nom de ZIVHG Ltd, et **35 millions de dollars** supplémentaires déposés au Département des finances et de la planification économique du Soudan du Sud³⁵. ZIVHG est une société détenue par Israel Ziv, un négociant en pétrole qui, selon l'OFAC (Office Foreign Assets Control)³⁶, a fourni des armes et des munitions au gouvernement sud-soudanais et à l'opposition pour environ **150 millions de dollars**³⁷.

³⁴ REUTERS: Exclusif - Trafigura traite du pétrole soudanais contesté (23 janvier 2012) :

<https://in.reuters.com/article/instant-article/idUKTRE8170LH20120208>

³⁵ PublicEye (18 novembre 2019) Les avances explosives de Trafigura au Soudan du Sud :

<https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/negoce-de-matieres-premieres/les-avances-explosives-de-trafigura-au-soudan-du-sud>

³⁶ Département du Trésor américain : Bureau du contrôle des avoirs étrangers – Programmes de sanctions et d'information :

<https://home.treasury.gov/policy-issues/office-of-foreign-assets-control-sanctions-programs-and-information>

³⁷ ENERGYVOICE Trafigura scruté sur le Sud Soudan armes contre espèces lien :

<https://www.energyvoice.com/oilandgas/africa/212383/trafigura-scrutinised-over-south-sudan-arms-for-cash-link/>

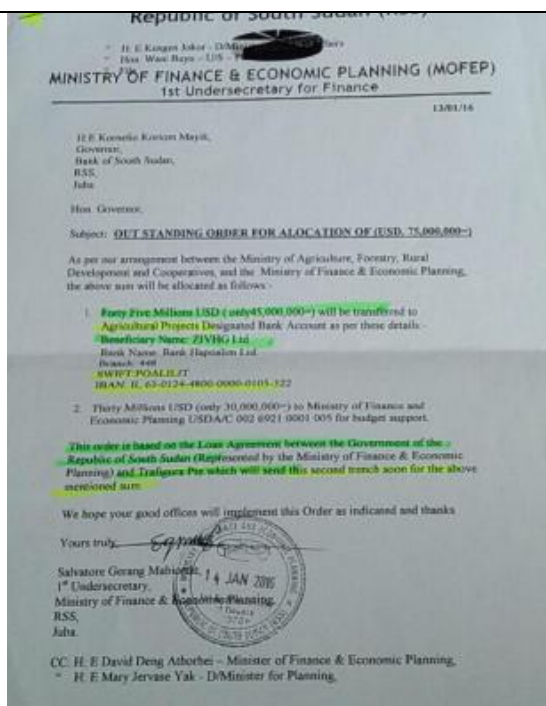


Photo 1 : Source OCCRP (<https://www.occrp.org/en/investigations/sprouting-weapons-of-war>)

Le Département du Trésor américain dans son communiqué publié sur son site le 14 décembre 2018³⁸ mentionne trois personnes qu'il a sanctionnées dont Israël Ziv attestant qu'il a été payé par une l'industrie pétrolière pour vendre des armes (fusils, lance-grenades, roquettes tirées à l'épaule, jeeps, etc.) et avait eu une étroite collaboration avec une « grande entreprise pétrolière multinationale » dont on connaîtra l'identité plus tard qui répond au doux nom de **Trafigura Pte Ltd**³⁹.

Dans un mail interne à la société Global et intercepté par OCCRP, il y est fait mention de plusieurs transferts d'argent de la part de Trafigura (voir photo 2)



Photo 2 : OCCRP (<https://www.occrp.org/en/investigations/sprouting-weapons-of-war>)

Dans ce document, dont il est fait mention de montants importants, **50 millions \$** (octobre 2015), **45 millions \$** (janvier 2016), **8,4 millions \$** (mai 2016), **81,7 millions \$** (juin 2016), le mode opératoire consistait à transformer la banque centrale du Gouvernement du Sud-Soudan comme un compte intermédiaire à travers lequel Trafigura faisait

³⁸ Département du Trésor américain : Le Trésor sanctionne trois personnes pour leur rôle dans le conflit au Soudan du Sud

<https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm574>

³⁹ OCCRP : « Armes de guerre germées » (17 juillet 2019) : <https://www.occrp.org/en/investigations/sprouting-weapons-of-war>

transiter l'argent vers la société Global. Cet argent consistait essentiellement à financer Israël Ziv pour fournir les armes aux factions locales pour faciliter les opérations d'achat et de vente de minerais aux différents destinataires. Et en retour le Gouvernement sud-soudanais bénéficiait de commissions généreuses.

Trafigura à travers Israël Ziv continuait à maintenir volontairement la guerre dans le pays, engendrant de facto un contrôle de la transparence financière et bancaire extrêmement difficile. Alors qu'il était question entre 2015 et 2018 d'un montant de **185,1 millions \$** qui auraient transités dans le compte de la banque centrale sud-soudanaise consacrés au projet agricole, les rapports sur les dépenses du pays montrent que seulement **10 millions \$** au total auront été dépensés pour l'agriculture et la foresterie.

Les conclusions de Public Eye sont claires⁴⁰ : avec cet argent, avec lequel la compagnie pétrolière a armé deux factions opposées dans la guerre civile, Trafigura a acquis le droit (qui existe toujours) de vendre pour toujours du pétrole et des minerais au gouvernement du Soudan du Sud⁴¹.

OCCRP a publié un document (voir photo 3) listant les années pendant lesquelles Trafigura a été condamné et/ou reconnu coupable.

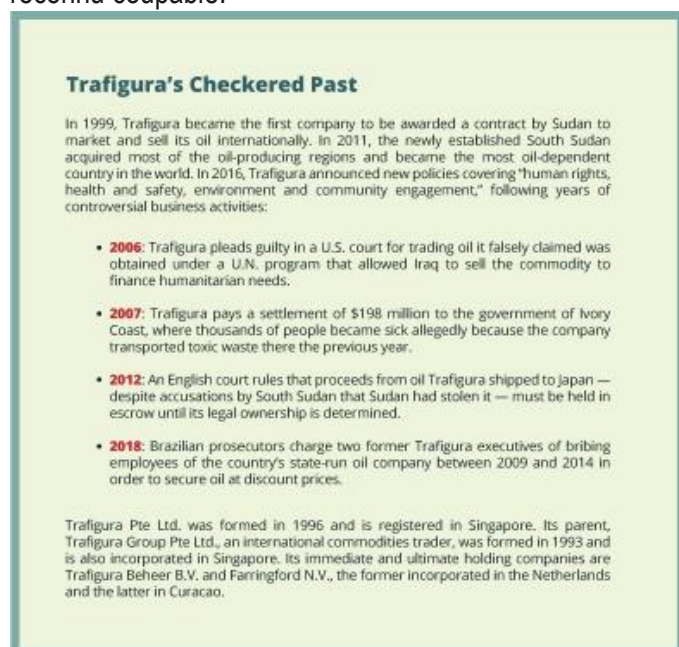


Photo 3 : OCCRP (<https://www.occrp.org/en/investigations/sprouting-weapons-of-war>)

⁴⁰ PublicEye Sur les traces d'un pull emblématique de Zara : https://issuu.com/erklaerungybern/docs/2019-11_publiceye_lemagazine_no20_respect_nov19_f_

⁴¹ PublicEye (18 novembre 2019) Les avances explosives de Trafigura au Soudan du Sud :

: <https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/negoce-de-matieres-premieres/les-avances-explosives-de-trafigura-au-soudan-du-sud>

6 Août 2010 : L'affaire du pétrole angolais



Source : Rapport de la déclaration de Berne – Février 2013

Grâce à une enquête du magazine Energy Compass, en septembre 2013 on a mis en lumière un réseau habituel de paiements illégaux⁴². Cette fois, l'objectif n'est pas d'amener les Angolais à acheter du pétrole à Trafigura, car ce pays, par l'intermédiaire de la société publique Sonangol, possède son propre pétrole en grandes quantités⁴³ - il s'agit de vendre du pétrole angolais à des prix défiant toute concurrence.

En 2009, Claude Dauphin a fondé un certain nombre de sociétés à Singapour (également le siège de Trafigura), dont les actionnaires comprennent deux généraux angolais, Leopoldino Fragoso do Nascimento et son patron, le général Manuel Hélder Vieira Dias "Kopelipa", qui sont à la tête de la Garde présidentielle⁴⁴.

Ces sociétés (Cochan Ltd. Nassau, Cochan Pte. Ltd. Singapour, DTS Holdings Pte. Ltd. Singapour, Sonangol Comercialização Internacional Ltd. Luanda et Pumangol Ltda. Luanda) reçoivent des contrats et des acomptes pour la commercialisation de l'huile raffinée produite par Sonangol était, pour la somme de **931 millions de dollars** (2010) puis pour **3,3 milliards de dollars** (2011).

Ces entreprises le revendent avec un bénéfice d'environ 20%, un bénéfice qui est partagé entre Trafigura et les employés clés du président angolais José Eduardo Dos Santos⁴⁵.

⁴² ENERGY COMPASS (21 septembre 2012) : Angola: Qu'est-ce qui se cache derrière l'éjection de Trafigura de Products Swap? <http://www.energyintel.com/pages/articlesummary/781232/angola--what-s-behind-trafigura-s-ejection-from-products-swap>

Rapport de la déclaration de Berne (Février 2013) : « Les affaires angolaises de Trafigura » : https://www.publiceye.ch/fileadmin/doc/Rohstoff/2013_PublicEye_Trafiguras_Business_in_Angola_EN_Report.pdf

⁴³ Site Sonangol : <https://www.sonangol.co.ao/English/Pages/Home.aspx>

⁴⁴ ENERGY COMPASS (21 septembre 2012) : Angola: Qu'est-ce qui se cache derrière l'éjection de Trafigura de Products Swap? <http://www.energyintel.com/pages/articlesummary/781232/angola--what-s-behind-trafigura-s-ejection-from-products-swap>
Rapport de la déclaration de Berne (Février 2013) : « Les affaires angolaises de Trafigura » : https://www.publiceye.ch/fileadmin/doc/Rohstoff/2013_PublicEye_Trafiguras_Business_in_Angola_EN_Report.pdf

⁴⁵ MAKANGOLA (5 janvier 2013) : Trafigura et la mafia présidentielle : <https://www.makangola.org/2013/01/trafigura-e-a-mafia-presidencial/?lang=en>

7 18 octobre 2018 : L'affaire du financement illégal de Lega Nord



Selon une étude de l'hebdomadaire milanais L'Espresso publiée en février 2019⁴⁶, le journaliste Gianluca Savoini⁴⁷, ami et collaborateur de Matteo Salvini, alors vice-président du gouvernement italien et ministre de l'Intérieur⁴⁸, rencontre cinq autres personnalités italiennes et russes non encore identifiées à l'hôtel Metropol de Moscou pour négocier un éventuel accord pour financer le parti de Salvini avec **65 millions de dollars** provenant de la vente de pétrole russe, amenant le parti Lega et son Campagne électorale pour les élections européennes⁴⁹.

À l'appui de cette enquête, Buzz Feed News publie la transcription complète d'un enregistrement audio documentant une session d'une heure et 15 minutes à laquelle même Vladimir Poutine a assisté⁵⁰. Dans la réunion, au cours de laquelle les détails de la mise en place d'un financement illégal seront discutés de manière explicite, les possibilités de transit de carburants d'une entreprise russe vers ENI⁵¹, évoquées à plusieurs reprises dans la conversation, seront examinées en utilisant divers intermédiaires.

Trafigura est nommée deux fois - parce qu'elle serait en mesure de transférer des fonds sur les comptes utilisables du parti ; Même les banques, selon leurs plans, doivent être de grandes banques pour éviter les contrôles du blanchiment d'argent⁵².

Le but de l'opération est évident : l'Italie achète du méthane, de l'essence, du kérosène, du pétrole brut, du gaz et d'autres produits énergétiques à l'étranger, dont seule une partie est extraite ou achetée par ENI⁵³ - le reste est acheté sur le marché libre.

Dans le passé, lorsque Silvio Berlusconi était Premier ministre, Vladimir Poutine a conclu un accord avec lui (selon lequel des pots-de-vin ont été versés, qui ont fait l'objet d'une enquête judiciaire mais sans aller devant les tribunaux) pour aider les producteurs russes sur le marché italien⁵⁴.

Aujourd'hui, alors que la Lega est le deuxième plus grand parti italien, Moscou change de locuteur - tout comme Trafigura.

46 L'Espresso (21 février 2019) : « Ces 3 millions de Russes pour Matteo Salvini: voici l'enquête qui fait trembler la Ligue » : <https://espresso.repubblica.it/plus/articoli/2019/02/21/news/tre-milioni-matteo-salvini-russia-1.331924>

47 ILPOST (11 juillet 2019) : « À propos de Gianluca Savoini » : <https://www.ilpost.it/2019/07/11/gianluca-savoini/>

48 BuzzFeedNews (12 juillet 2019) : <https://www.buzzfeednews.com/article/albertonardelli/salvini-savoini-far-right-bromance>

49 L'Espresso (21 février 2019) : « Ces 3 millions de Russes pour Matteo Salvini: voici l'enquête qui fait trembler la Ligue » : <https://espresso.repubblica.it/plus/articoli/2019/02/21/news/tre-milioni-matteo-salvini-russia-1.331924>

50 BuzzFeedNews (8 août 2019) : <https://www.buzzfeednews.com/article/albertonardelli/flight-records-gianluca-savoini>

ilPOST (8 août 2019) : <https://www.ilpost.it/2019/08/08/savoini-russia-indagine-buzzfeed/>

51 HUFFPOST (10 juillet 2019) : https://www.huffingtonpost.it/entry/buzzfeed-pubblica-un-audio-che-rivela-i-tentativi-di-alcuni-russi-di-finanziare-la-lega-con-i-milioni-del-petrolio_it_5d25c9eae4b0583e4829d2ff

52 BuzzFeedNews (10 juillet 2019) : <https://www.buzzfeednews.com/article/buzzfeednews/transcript-lega-russia-oil-deal-meeting>

53 Confartigianato (Janvier 2019) : <https://www.confartigianato.it/2020/01/studi-da-iraq-e-libia-il-314-dellimport-di-petrolio-con-20-barile-petrolio-il-pil-cala-di-71-miliardi-e-04-punti/>

ilsole24ore (9 février 2017) : https://www.ilsole24ore.com/art/il-petrolio-arriva-iraq-e-azerbaigian-AE1YKyQ?refresh_ce=1

54 La Repubblica (10 décembre 2010) : https://www.repubblica.it/esteri/2010/12/10/news/gas_terza-10023464/

8 5 décembre 2018 : L'opération Car Wash au Brésil (affaire Pétrobras)



Source : Bilan (9 novembre 2018) : <https://www.bilan.ch/economie/scandale-petrobras-glencore-trafigura-et-vitol-seraient-impliques>

Les noms Glencore, Vitol et Trafigura apparaissent dans une enquête⁵⁵ et font la une des journaux depuis le début de 2015. Cela montre le plus grand scandale que le Brésil ait jamais connu et est probablement l'un des plus grands scandales de corruption au monde⁵⁶.

Un réseau dense entre entrepreneurs et politique qui acquiert illégalement des contrats et cache ensuite des actes criminels derrière le produit : blanchiment d'argent, contrats manipulés et financement illégal⁵⁷. Trafigura fait l'objet d'une enquête avec les deux autres sociétés Vitol et Glencore pour avoir versé des pots-de-vin à la compagnie pétrolière publique Petrobras pour des marchés publics⁵⁸.

L'enquête est toujours en cours et Trafigura est de plus en plus impliquée dans l'ouragan des poursuites pénales engagées par les autorités brésiliennes⁵⁹.

Ci-dessous un document de Jorge Luz, surnommé le « Diacre », montrant la proposition de Trafigura concernant le calcul des commissions de **20 millions de dollars** de pots de vin :



Source : <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/corruption-and-money-laundering/friends-low-places/>

55 Global Witness (8 novembre 2018) : <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/corruption-and-money-laundering/friends-low-places/>

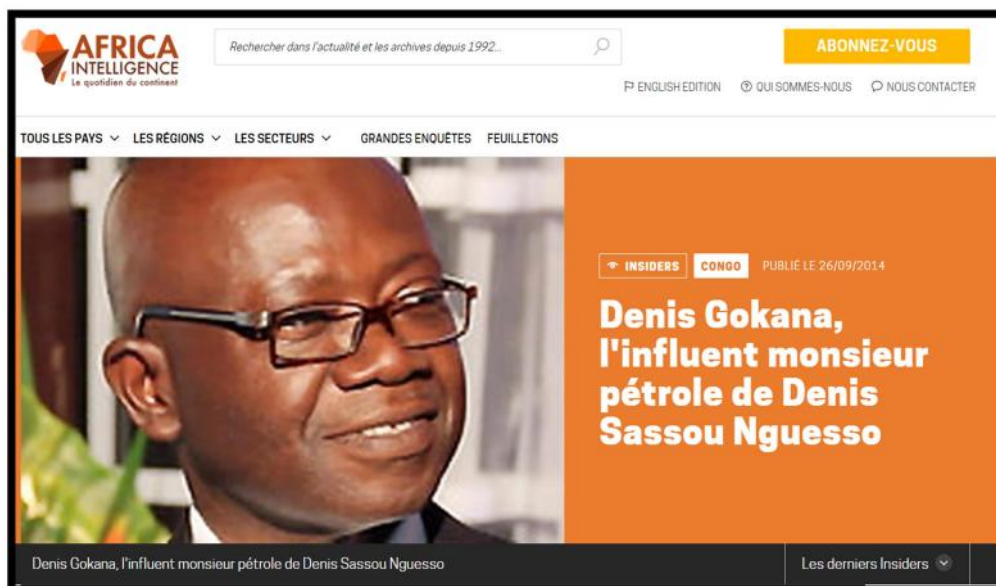
56 The Guardian (1er janvier 2017) : <https://www.theguardian.com/world/2017/jun/01/brazil-operation-car-wash-is-this-the-biggest-corruption-scandal-in-history>

57 The Wall Street Journal (5 décembre 2018) : <https://www.wsj.com/articles/brazils-car-wash-probe-eyes-glencore-vitol-trafigura-for-paying-millions-in-bribes-1544021378>

58 SWISSINFO (22 novembre 2019) : https://www.swissinfo.ch/eng/sprawling-brazilian-probe_swiss-prosecutors-search-vitol-and-trafigura-offices-as-part-of-car-wash-probe/45385906

59 The Guardian (31 mai 2020) : <https://www.theguardian.com/world/2020/may/31/trafigura-investigated-for-alleged-corruption-market-manipulation>

9 28 novembre 2005 : L'affaire Kengiston (Gokana)



Source : <https://fr.academic.ru/dic.nsf/frwiki/57904/1364333>

Denis Gokana, président de la SNPC (Société Nationale de Pétroles du Congo), ainsi qu'ami et conseiller personnel du président congolais Denis Sassou-Nguesso, a travaillé avec la direction de Trafigura pour développer une méthode spectaculaire de financement du mouvement politique du président et soutient ainsi le régime de Brazzaville.

Entre 1999 et 2003 Trafigura paie des prêts à deux sociétés spécifiées par Gokana (Sphynx Bermuda Ltd., Hamilton and Africa Oil and Gas Corporation, SA Brazzaville) d'un montant de **650 millions de dollars**, qui sont répartis en mille flux, et en contrepartie, la SNPC fournit du pétrole d'une valeur de **1,4 milliard de dollars**, qui est produit par la compagnie pétrolière d'Etat congolaise, dont Gokana est lui-même président⁶⁰, en échange du prêt (majoré des intérêts).

La plainte de l'ONG londonienne Global Witness n'a jusqu'à présent eu aucune conséquence.

⁶⁰ EMIA (Emerging Market Investors Association 22 octobre 2015) : <https://www.emia.org/news/story/2733>

Global Witness (13 décembre 2005) : <https://www.globalwitness.org/en/archive/7563/>

MIN BANE (10 janvier 2017) : <https://minbane.wordpress.com/tag/denis-gokana/>



III) Des filiales dans les paradis fiscaux

1) Principe fondamental de paradis fiscal :

Les spécialistes mondiaux du négoce ont l'habitude d'héberger leurs filiales dans les paradis fiscaux pour optimiser leurs gains.

Concrètement ils utilisent des techniques qui consistent à maximiser les charges d'une de leurs filiales afin d'en diminuer les gains et par conséquent le montant de ses impôts sur le bénéfice. Ils vont même jusqu'à faire plonger artificiellement cette filiale dans des déficits afin de la libérer de tout impôt.

Puis, les charges, ayant absorbé les bénéfices de cette première filiale, réapparaissent sous forme de profits dans la comptabilité d'une autre filiale du même groupe installée dans un paradis fiscal. Il est ainsi possible de minimiser le bénéfice imposable de l'ensemble du groupe et de maximiser les profits nets d'impôt.

➤ Principe de prix de transfert ou « Transfer pricing » :

Le principe du « **prix de transfert** » consiste aux sociétés de négoce à trouver d'abord des régions dans lesquelles les impôts étaient très bas, voire inexistantes. Le Panama par exemple et le Libéria offrent ce type d'avantages.

Ensuite ils y créent leurs filiales qui seront propriétaires par exemple de leurs cargos, bateaux ou tankers. Les matières premières issues de pays producteurs sont vendues à ces filiales à bas prix qui se chargeront du transport pour faire acheminer vers les raffineries des pays industrialisées et vendues au prix élevé. Les sociétés mères engrangent ainsi les bénéfices réalisés par leurs filiales lesquels bénéfices sont quasiment nets d'impôt.

Dans certains cas on parle même « **d'utilisation abusive des prix de transfert** ». Cette manipulation vise surtout à diminuer systématiquement et de manière artificielle les revenus d'une filiale ou à augmenter ses charges afin de minimiser sa facture fiscale. A l'export, on utilise la facturation à un prix inférieur (sous facturation), et à l'inverse à l'import – de produits intermédiaires, de machines ou d'outils inutiles ou superflus – on utilise la facturation à un prix supérieur (surfacturation).

*A titre d'exemple dans le rapport annuel « Christian Aid » 2008, une noix de cajou était exporté du Nigéria vers les USA à **50 cts \$/kg** alors que le prix réel était de **5 \$/kg**, et à l'inverse on importait des câbles de fibre optique pour **1372 \$** alors que le prix réel était de **6 \$**.*

Lorsqu'une filiale domiciliée dans un paradis fiscal joue le rôle d'intermédiaire dans une transaction de ce type, elle encaisse la majeure partie du bénéfice. Et le profit dégagé devient net d'impôt.

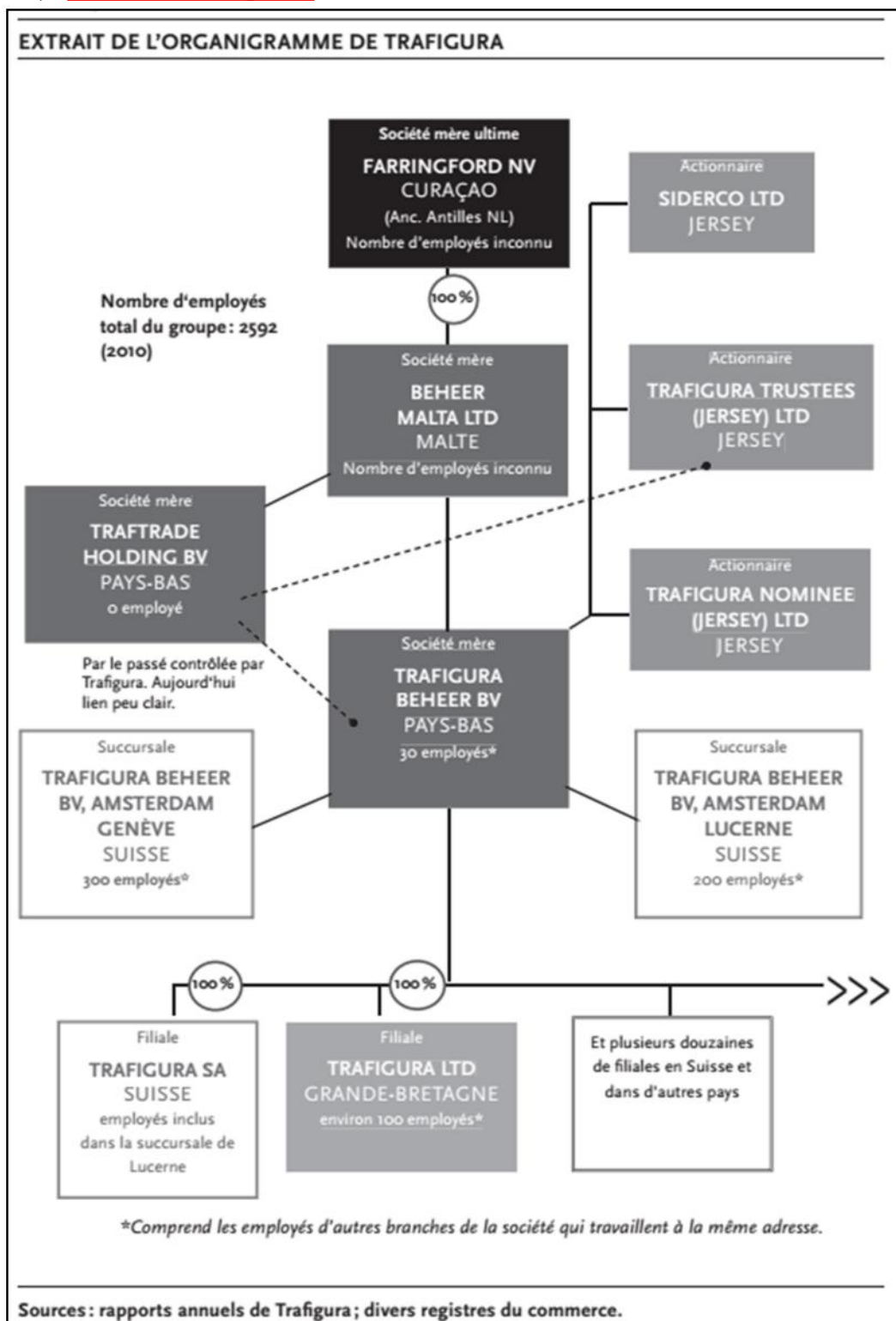
➤ Principe de sous-capitalisation :

Il s'agit de prêts octroyés à l'intérieur d'un même groupe, on parle de sous-capitalisation « *thin capitalisation* ». Cette technique consiste à alourdir artificiellement le bilan de la filiale dont il convient de gonfler les coûts par des prêts consentis par l'autre filiale du groupe, située dans un paradis fiscal.

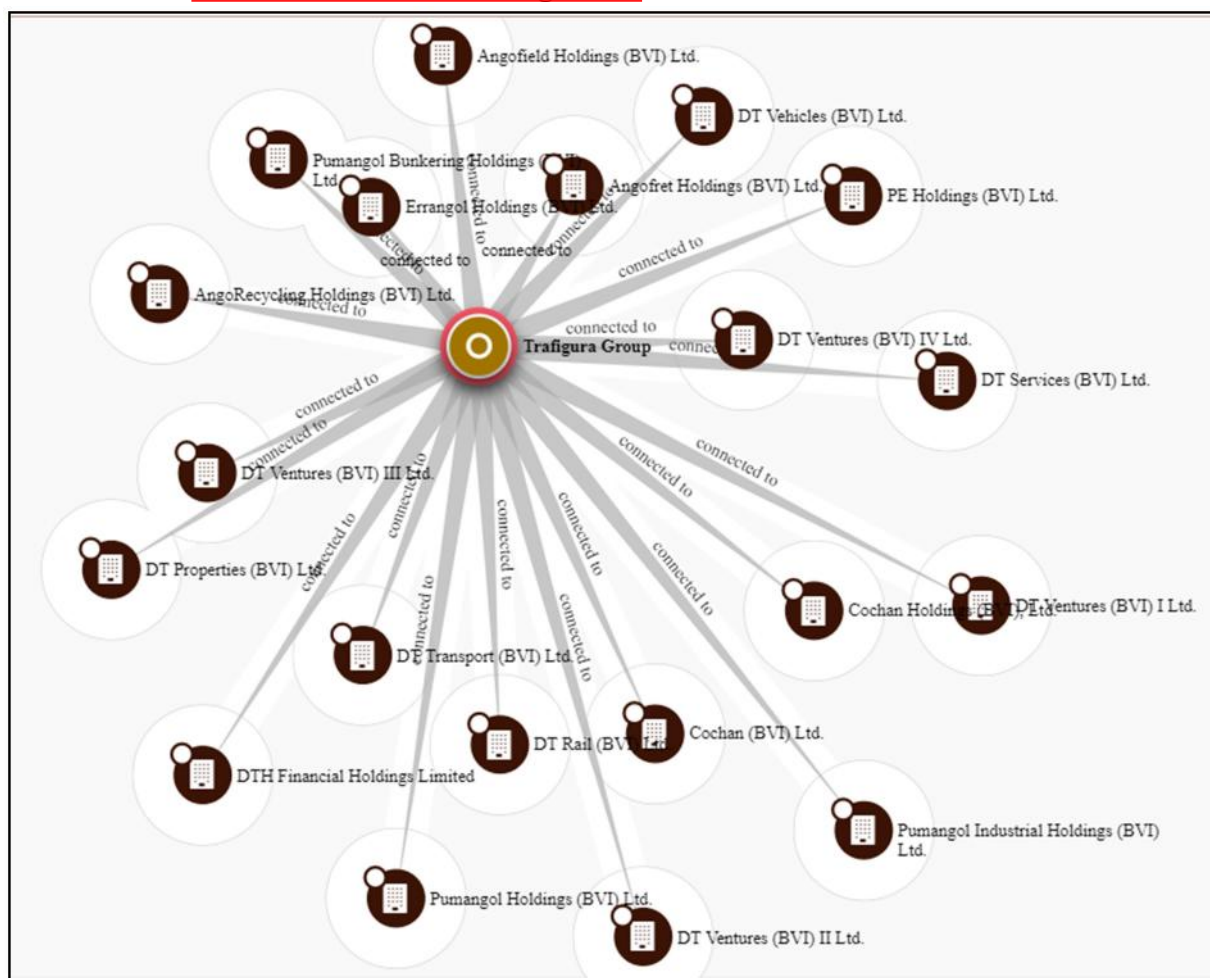
C'est l'une des méthodes d'optimisation fiscale les plus efficaces. Non seulement elle est difficile à détecter, mais les dettes de filiales déjà sous-capitalisées – également pour des raisons fiscales – possèdent en plus l'avantage d'être elles aussi déductibles des impôts.

C'est précisément ce que fait ERAMET avec la SLN. Il intègre dans le cash cost de la SLN ses frais de siège pour rendre la SLN déficitaire et l'exonérer de l'IS35.

2) Le cas de Trafigura :



3) Connexions des filiales de Trafigura publiées par le Consortium International des Journalistes d'Investigation :



Source : ICIJ Offshore Leaks DataBase : (<https://offshoreleaks.icij.org/nodes/80136813>)

TRAFIGURA, UN SPÉCIALISTE DE L'ÉVASION FISCALE :

Après la fuite de 11,5 millions de documents des Panama Papers, l'ICIJ (International Consortium of Investigate Journalists) a continué ses enquêtes et en a trouvé d'autres informations et sources qui ont fuité (Bahamas Leaks, Muaritus Leaks, Paradise Papers, etc.). Il a répertorié des milliers de sociétés logées dans plusieurs paradis fiscaux parmi lesquelles se trouve aussi Trafigura.

Voici une liste non exhaustive des montants de l'évasion fiscale pratiquée par Trafigura dans différents pays :

- Sénégal : **257 millions de dollars** (évasion à l'île Maurice)⁶¹
- Pays-Bas : **150 millions de francs suisses** (évasion en Suisse)⁶²
- Nigéria : **20 milliards de dollars** (évasion en Suisse)⁶³

⁶¹ <https://www.jeuneafrique.com/mag/811793/economie/bataille-dinterpretation-autour-des-mauritius-leaks/>

⁶² <http://paradisfj.info/spip.php?article2210>

⁶³ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2015-01-16/trafigura-said-to-end-nigerian-oil-swap-deal-on-tighter-scrutiny?sref=k6hrcAOe>

4) **Tableau listant les connexions des différentes filiales de Trafigura hébergées dans les paradis fiscaux :**

<div> <div>ICIJ</div> <div>OFFSHORE LEAKS DATABASE</div> </div>				
	Incorporation	Jurisdiction	Linked To	Data From
RUSOIL S.A. (FORMERLY) TRAFIGURA LOGISTICS GROUP S.A.	17-JUN-1993	Bahamas		Bahamas Leaks
TRAFIGURA REALTY LIMITED	14-OCT-1993	Bahamas		Bahamas Leaks
TRAFIGURA BEHEER S.A.	18-OCT-2006	Bahamas		Bahamas Leaks
TRAFIGURA TANZANIA HOLDINGS LTD.	13-APR-2007	Bahamas		Bahamas Leaks
TRAFIGURA OIL & GAS PRODUCTION LIMITED	16-JUN-2004	Bahamas		Bahamas Leaks
Trafigura Refining Cote d'Ivoire Ltd.	20-JAN-2006	Bahamas		Bahamas Leaks
TRAFIGURA REFINING GABON LTD.	20-JAN-2006	Bahamas		Bahamas Leaks
TRAFIGURA REFINING SENEGAL LTD.	20-JAN-2006	Bahamas		Bahamas Leaks
Trafigura Caribbean Refining Ltd	20-JAN-2006	Bahamas		Bahamas Leaks
Trafigura PH1 Ltd	31-OCT-2013	British Virgin Islands	British Virgin Islands	Paradise Papers - Appleby
Trafigura PH2 Ltd	01-NOV-2013	British Virgin Islands	British Virgin Islands	Paradise Papers - Appleby
Trafigura PH3 Ltd	01-NOV-2013	British Virgin Islands	British Virgin Islands	Paradise Papers - Appleby
Trafigura PH4 Ltd	01-NOV-2013	British Virgin Islands	British Virgin Islands	Paradise Papers - Appleby
Trafigura PH5 Ltd	01-NOV-2013	British Virgin Islands	British Virgin Islands	Paradise Papers - Appleby
Trafigura PH6 Ltd	01-NOV-2013	British Virgin Islands	British Virgin Islands	Paradise Papers - Appleby
TRAFIGURA MARITIME VENTURES LIMITED	15-SEP-2008	Malta	Malta	Paradise Papers - Malta corporate registry
TRAFIGURA NAT GAS LIMITED	27-APR-2011	Malta	Malta	Paradise Papers - Malta corporate registry
TRAFIGURA HOLDINGS LIMITED	06-MAR-2012	Malta	Malta	Paradise Papers - Malta corporate registry

Source : **ICIJ OffShore Leaks DataBase** :

(<https://offshoreleaks.icij.org/search?utf8=%E2%9C%93&q=trafigura&c=&j=&e=&commit=Search>)

Filiales et intermédiaires :

Nous avons réussi à nous procurer certains documents issus de fuites dans l'affaire des « Panama Papers » en avril 2016 et qui mentionnent la ou les adresses de ces filiales ainsi que les intermédiaires qui traitent directement ou indirectement avec elles.

1) RUSOIL S.A (anciennement TRAFIGURA LOGISTICS GROUP S.A.)



Source : ICIJ OffShore Leaks : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/20015421>

Michael W Horton est l'intermédiaire de Rusoil SA, il en est également pour 37 autres sociétés logées aussi aux Bahamas dont certaines sont des filiales de Trafigura (voir annexe 1 p.52).

Adresse : **P.O BOX N-3822
Nassau Bahamas**

2) Trafigura Realty Ltd :



Source : ICIJ OffShore Leaks : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/20017744>

MMG Bahamas Ltd est l'intermédiaire de Trafigura Realty Ltd, il en est également pour 37 autres sociétés logées aussi dans les paradis fiscaux (voir annexe 2 p.53).

Adresse : **102 Saffrey Square
1^{er} étage P.O BOX CB-13937 Bay Street & Bank Lane
Nassau Bahamas**

3) Trafigura Beheer S.A :



Source : ICIJ OffShore Leaks : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/20145616>

4) Trafigura Tanzania Holdings Ltd :



Source : ICIJ OffShore Leaks : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/20148049>

5) Trafigura Oil and Gas Production Ltd :



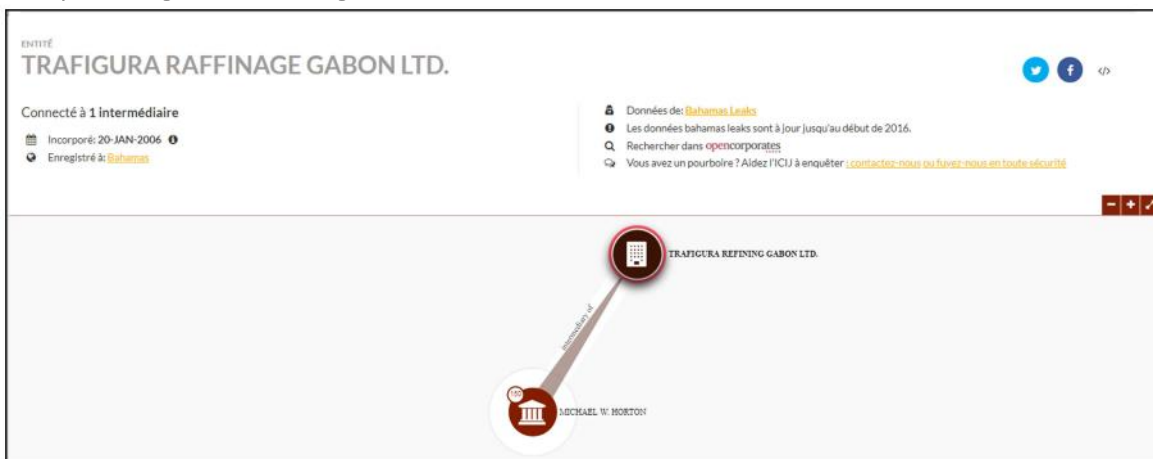
Source : ICIJ OffShore Leaks : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/20131684>

6) Trafigura Raffinage Côte d'Ivoire Ltd :



Source : *ICIJ OffShore Leaks* : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/20142266>

7) Trafigura Raffinage Gabon Ltd :



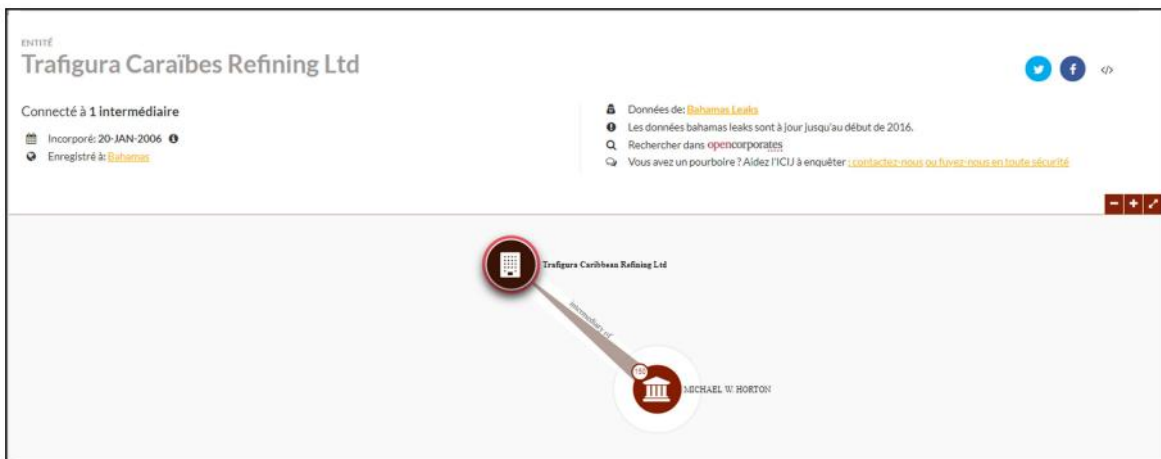
Source : *ICIJ OffShore Leaks* : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/20142267>

8) Trafigura Raffinage Sénégal Ltd :



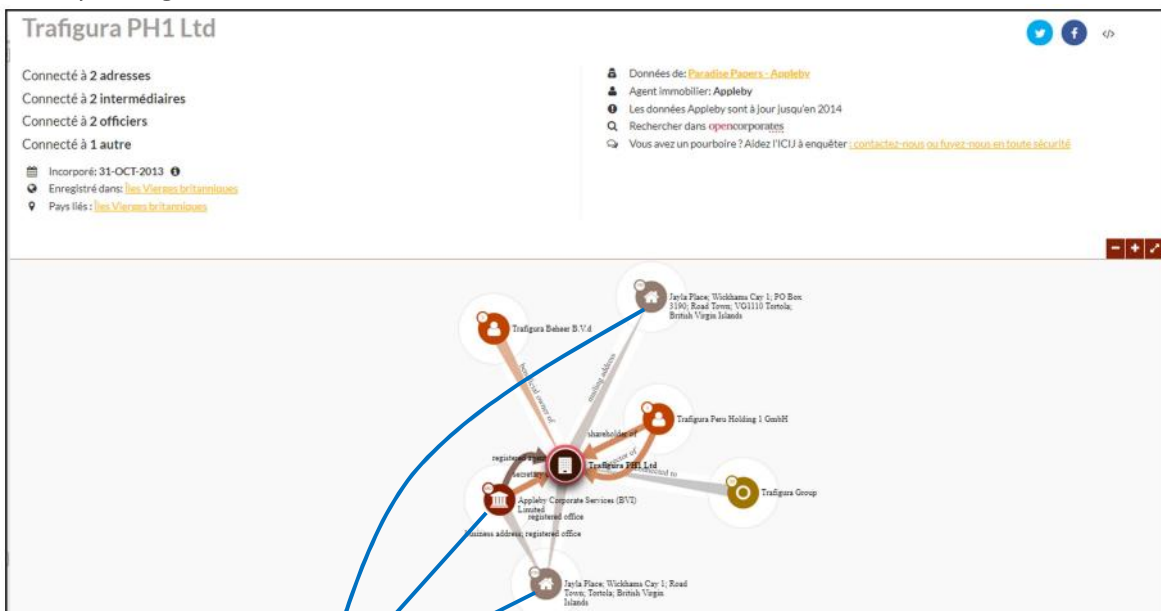
Source : *ICIJ OffShore Leaks* : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/20142269>

9) Trafigura Raffinage Sénégal Ltd :



Source : ICIJ OffShore Leaks : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/20142271>

10) Trafigura PH1-6 Ltd :

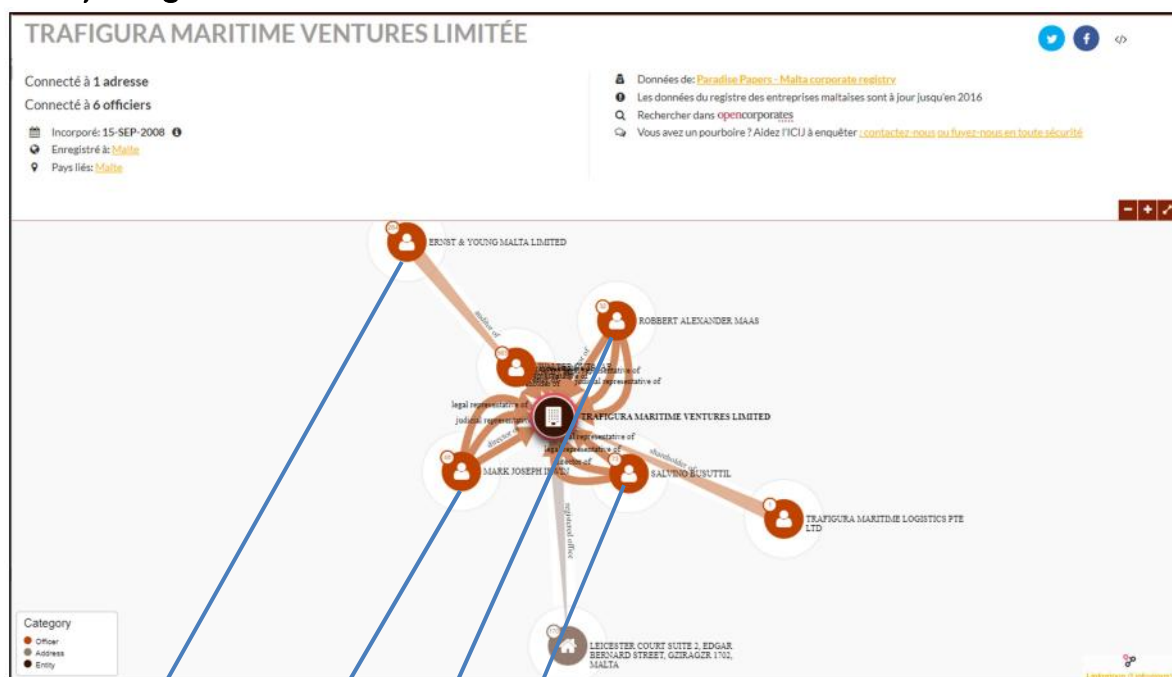


Source : ICIJ OffShore Leaks : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/82022642>

Appleby Corporate Services Ltd BV est l'intermédiaire de Trafigura PH1-6 Ltd, il en est également pour 634 autres sociétés logées aussi dans les paradis fiscaux (voir annexe 3 p.54). Trafigura l'utilise comme boîte aux lettres et vitre pour les adresse-mails.

Adresse : **Place Jayla Waickhams Cay 1
Po BOX - Road Town VG1110
Tortola – British Virgin Islands**

11)Trafigura Maritime Ventures Ltd :



Source : ICIJ OffShore Leaks : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/55039020>

Adresse : **Leicester Court Suit 2 - Edgar Bernard Street
Gziragzr 1702 - Malte**

Ernest & Young Malta Ltd est le vérificateur de Trafigura Maritime Ventures Ltd, il en est également pour 284 autres sociétés logées aussi dans les paradis fiscaux (voir annexe 4 p.55).

Adresse : **Siège Immeuble EY – 4^{ème} étage
Centre régional d'affaires - Rue Achille Ferris
MSIDA MSD 1751 - Malte**

Mark Joseph Irwin est le Directeur, le représentant judiciaire et légal de Trafigura Maritime Ventures Ltd, il en est également pour 14 autres entités logées aussi dans les paradis fiscaux (voir annexe 5 p.56).

Adresse Irlande : **Siège Immeuble – 1^{er} étage
28 Main Street Upper
Buncana County Donegal - Irlande**

Adresse Angleterre : **3 Western Esplanade
Porstlade, Brighton
BN41 1WE -Angleterre**

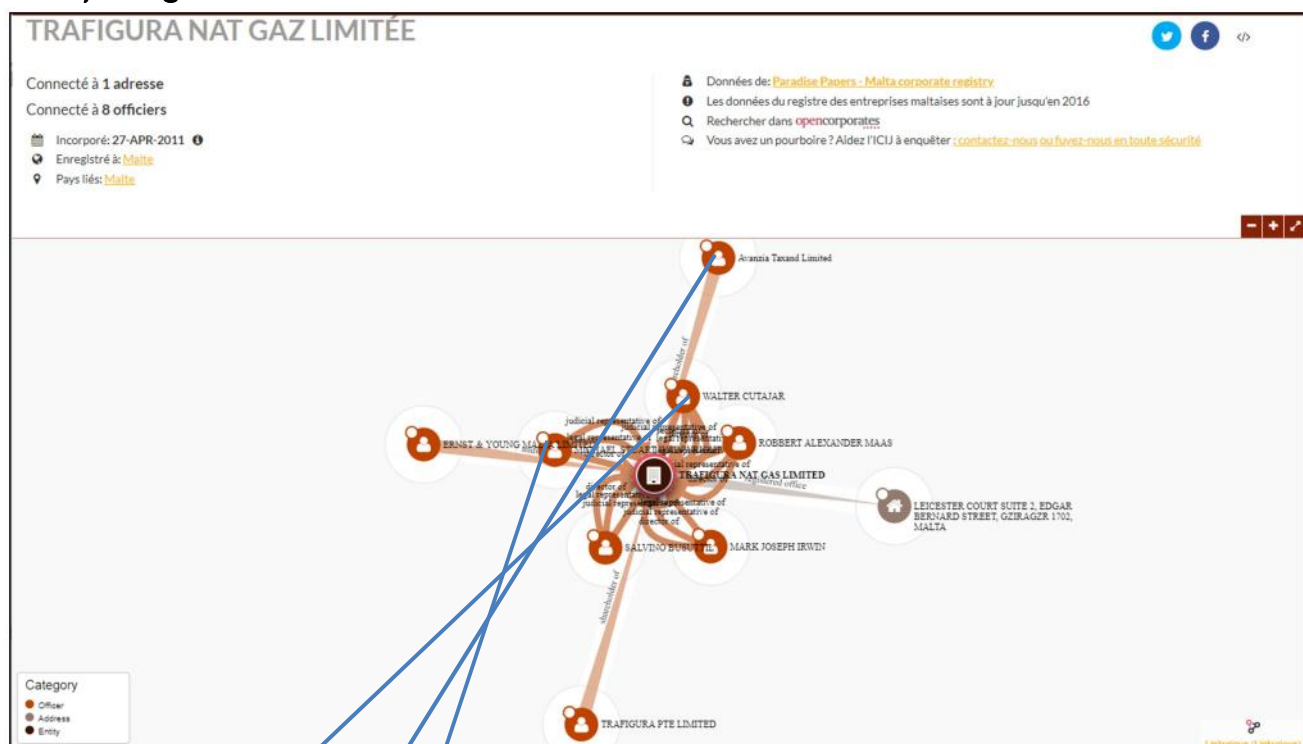
Robbert Alexander MAAS est le Directeur, le représentant judiciaire et légal de Trafigura Maritime Ventures Ltd, il en est également pour 11 autres sociétés logées aussi dans les paradis fiscaux (voir annexe 6 p.57).

Adresse : **Valeriusstraat 214, Huis
Amsterdam 1075 GK - Holland**

Salvino Busuttill (du cabinet David Busuttill & Associates) est le Directeur, le représentant judiciaire et légal de Trafigura Maritime Ventures Ltd, il en est également pour 24 autres sociétés logées aussi dans les paradis fiscaux (voir annexe 7 p.58).

Adresse : **54, West Street
Valletta - Malte**

12)Trafigura Natural Gas Ltd :



Source : **ICIJ OffShore Leaks** : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/55047431>

Adresse : **Leicester Court Suit 2 - Edgar Bernard Street
Gzira GRZ 1702 - Malte**

Walter Cutajar est le Directeur, le secrétaire et le représentant judiciaire et légal de Trafigura Natural Gas Ltd, il l'est également pour 195 autres sociétés logées aussi dans les paradis fiscaux (voir annexe 8 p.59).

Adresse : **Everglades
Donald Harrison Smith Street
Naxxar NXR 4414 - Malte**

Avanzia Taxand Ltd est actionnaire de Trafigura Natural Gas Ltd, il est également directeur et représentant légal et judiciaire pour 33 autres sociétés logées aussi dans les paradis fiscaux (voir annexe 9 p.60).

Adresse : **Blue Harbour Business Centre Niveau 1
Ta' Xbiex Yacht Marina Ta'
Xbiex XBX1027 - Malte**

Michael Stuart Wainwright est le Directeur, le secrétaire et le représentant judiciaire et légal de Trafigura Natural Gas Ltd, il est également directeur et représentant légal et judiciaire pour 2 autres sociétés logées aussi dans les paradis fiscaux (voir annexe 10 p.61).

Adresse : **66 Chemin de la Seymaz
1253 Vandoeuvres'
Genève - Suisse**

13)Trafigura Holdings Ltd :

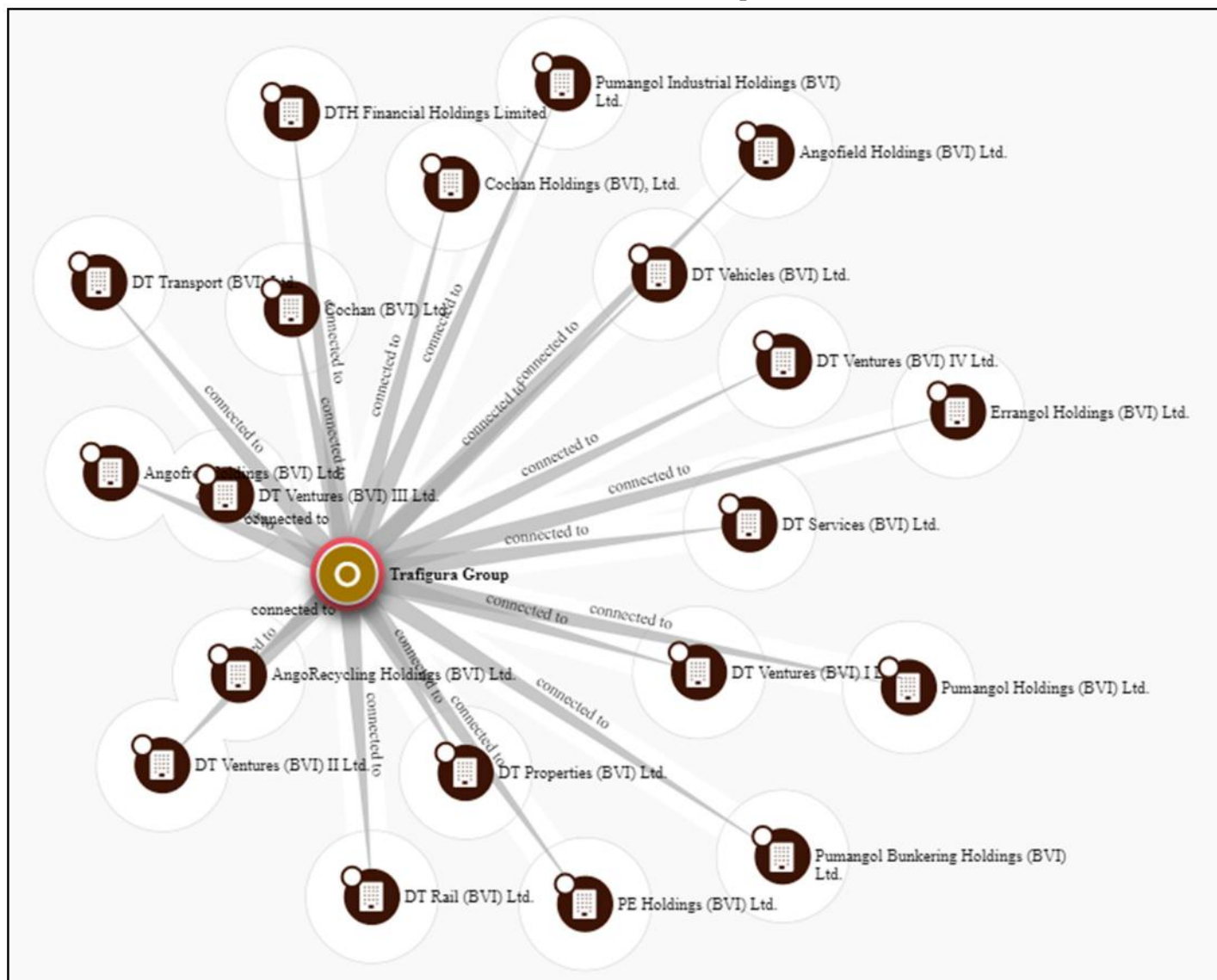


Source : *ICIJ OffShore Leaks* : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/55050604>

Adresse : **Leicester Court Suit 2 - Edgar Bernard Street
Gziragzr 1702 - Malte**

Les intermédiaires sont les mêmes que ceux de Trafigura Natural Gas Ltd.

Tableau listant les connexions de ces différentes filières révélées par ICIJ :



Entité

	Rôle	De	À	Incorporation	Compétence	Statut	Données de
AngoRecycling Holdings (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
AngoField Holdings (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Angofret Holdings (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Cochan (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	25 JUIN-2010	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Cochan Holdings (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	25 JUIN-2010	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Propriétés DT (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
DT Rail (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	20-FEB-2012	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
DT Services (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
DT Transport (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Véhicules DT (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
DT Ventures (BVI) I Ltd.	Connecté à	-	-	10-JUN-2010	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
DT Ventures (BVI) II Ltd.	Connecté à	-	-	10-JUN-2010	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
DT Ventures (BVI) III Ltd.	Connecté à	-	-	07-JUL-2010	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
DT Ventures (BVI) IV Ltd.	Connecté à	-	-	07-JUL-2010	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
SDTH Financial Holdings Limited	Connecté à	-	-	30 MAI-2012	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Errangol Holdings (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
PE Holdings (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-SEP-2008	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Pumangol Bunkering Holdings (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Pumangol Holdings (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Pumangol Industrial Holdings (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
SDTH Financial Holdings Limited	Connecté à	-	-	30 MAI-2012	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Investissements Damjos Limitée	Connecté à	-	-	12-JUL-2011	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Errangol Holdings (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
PE Holdings (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-SEP-2008	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Pumangol Bunkering Holdings (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Pumangol Holdings (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Pumangol Industrial Holdings (BVI) Ltd.	Connecté à	-	-	24-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Trafigura PH1 Ltd	Connecté à	-	-	31-OCT-2013	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Trafigura PH2 Ltd	Connecté à	-	-	01-NOV-2013	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Trafigura PH3 Ltd	Connecté à	-	-	01-NOV-2013	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Trafigura PH4 Ltd	Connecté à	-	-	01-NOV-2013	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Trafigura PH5 Ltd	Connecté à	-	-	01-NOV-2013	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Trafigura PH6 Ltd	Connecté à	-	-	01-NOV-2013	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby

Source : ICIJ Offshore Leaks DataBase : (<https://offshoreleaks.icij.org/nodes/80136813>)

Tableau listant les connexions de ces différentes filières dans les documents de référence de Trafigura :

LA PRÉSENCE DE TRAFIGURA DANS LES PARADIS FISCAUX (ZOUG ET GENÈVE NON INCLUS)		
Paradis fiscal	Nom	Participation au capital*
Bahamas	Argomar International Ltd	50 %
Bahamas	Congofret Ltd	100 %
Bahamas	DT Trading	100 %
Bahamas	Leeuwin Holdings Co. Ltd	100 %
Bahamas	IVCO International Limited	73,1 %
Bahamas	Puma Energy Bunkering SA	100 %
Bahamas	IVCO International Ltd	73,1 %
Bahamas	Puma Energy Funding Ltd	81,3 %
Bahamas	Puma Energy International SA	81,3 %
Bahamas	Puma International Bunkering SA	81,3 %
Bahamas	Puma RDC Ltd	73,1 %
Bermudes	Napoil Ltd	49 %
Caraïbes **	ECG	40,6 %
Îles Caïmans	Galena Cassiterite Ltd	100 %
Îles Caïmans	Galena (Cayman) Ltd	100 %
Îles Caïmans	Galena (Malachit) Ltd	100 %
Île de Man	Meteor Limited	100 %
Malte	Trafigura Maritime Ventures Ltd	100 %
Îles Marshall	DT Refining Inc.	50 %
Îles Marshall	DT Shipping Holding LLC	50 %
Îles Marshall	Pumangol Energy Bunkering LLC	81,3 %
Îles Marshall	Pumangol I	50 %
Îles Marshall	Pumangol II	50 %
Îles Marshall	Pumangol III	50 %
Îles Marshall	Pumangol VI	50 %
Îles Marshall	Pumangol V	50 %
Îles Marshall	Pumangol VI	50 %
Îles Marshall	Pumangol Shipping LLC	50 %
Île Maurice	Petromoc International	51 %
Antilles néerlandaises	Blue Streak International NV	100 %
Antilles néerlandaises	Mero NV	100 %
Antilles néerlandaises	Gulf Refining Company	52 %
Antilles néerlandaises***	Union Mining International NV	100 %
Singapour	AngoEncore Ventures Pte Ltd	25 %
Singapour	NEMS (Singapore) Pte Ltd	50 %
Singapour	Trafigura Overseas Projects Pte Ltd	100 %
Singapour	Trafigura Pte Ltd	100 %
Singapour	Trafigura Services Pte	100 %
Chypre	Areva Navigation Company Ltd	40 %
Chypre	NWE Logistics Ltd	38,8 %

*De 2009 à 2010, la participation dans plusieurs sociétés filiales actives dans le commerce de pétrole s'est réduite, passant de 100% à une majorité d'actions seulement.
 **Sans indication plus précise.
 ***2009 dans les Antilles néerlandaises, 2010 aux Pays-Bas.

Source : Trafigura : Rapport annuel 2009



Download from
Dreamstime.com

This watermarked comp image is for previewing purposes only.

ID 16082069

© Spland06 | Dreamstime.com

IV) Des pratiques financières très douteuses :

1 19 juin 2019 : **Trafigura fabrique des bénéfices et cache des pertes sur son bilan⁶⁴**

L'ONG Iceberg Research lors d'une enquête financière menée sur Trafigura en 2019 sur ses possibles manipulations frauduleuses a indiqué que la multinationale avait accumulé une dette massive de **33 milliards de dollars** et a enregistré un flux de trésorerie d'exploitation négatif de **7,3 milliards de dollars** depuis 2016. De quoi inquiéter normalement ses garants financiers.

Cependant ceux-ci (banques, créanciers obligataires, etc.) ne s'intéressaient pas en réalité à son compte de résultat ou d'exploitation mais plutôt à la valeur de ses actifs et surtout à la capacité de celle-ci à les évaluer par excès peu importe les méthodes comptables ou financières employées.

L'ONG continue en signalant que Trafigura ignore volontairement la réalité économique pour surévaluer agressivement des centaines de millions de titres de créance émis par un associé. L'avis rendu par Iceberg Research est que le trader a fabriqué des bénéfices via une faille comptable.

⁶⁴ ICEBERG RESEARCH : Révélation de manipulations financières et de fraudes comptables : <https://iceberg-research.com/2019/06/19/trafigura-ignores-market-prices-to-fabricate-profit-and-hides-sizeable-losses-on-its-balance-sheet/>

2 15 avril 2019⁶⁵ : L'affaire Nyrstar : « Trafigura méprise les actionnaires minoritaires »⁶⁶

Dans la société Nyrstar, Trafigura était déjà un actionnaire principal mais ne détenait que 24,64%⁶⁷ des actions. Or plus tard on découvrira que Trafigura y nommait la moitié des membres du conseil d'administration et plaça aussi un directeur adjoint pour y défendre ses intérêts et surveiller les mouvements et activités des membres du CA dans la société.

1) Trafigura endette volontairement Nyrstar pour prendre l'actionnariat majoritaire :

Quand Nyrstar se trouva au bord de la faillite, avec une dette énorme, Trafigura proposa alors de restructurer sa dette en contrepartie de quoi il prendrait la majorité dans l'actionnariat. Le conseil d'administration accepta l'offre de Trafigura sans pour autant prendre le temps d'étudier les options proposées par les autres actionnaires, minoritaires.

Un doute suspicieux s'empara alors de ces derniers sur le mode d'acquisition de la société et notamment sur l'incertitude des comptes de résultats des exercices précédents qui constituent généralement des éléments importants à l'acquisition de la société. Un syndicat des actionnaires minoritaires constitué pour l'occasion déposa une demande au tribunal de l'entreprise d'Anvers pour désigner un collège d'experts afin d'enquêter sur la restructuration de la société⁶⁸.

Or Gilbert Guinikoukou, un ancien cadre de Nyrstar, chef de service de l'audit interne, licencié en 2018 par la société a confessé aux agents de la FSMA (Financial Services and Markets Authority), l'Autorité des marchés financiers belge, avec des tableaux dans un fichier excel à l'appui, que Nyrstar trafiquait les comptes et ne publiait pas les résultats financiers sincères pendant plusieurs années⁶⁹.

Une enquête menée plus tard par l'ONG Iceberg Research a montré que depuis quelques années déjà Trafigura et quelques cadres et membres du CA préparaient la faillite de la société pour que Trafigura reprenne l'actionnariat majoritaire⁷⁰.

2) Trafigura fait taire un lanceur d'alerte :

Ce n'est pas tout, dans cette affaire, Trafigura a réussi à faire taire le lanceur d'alerte en la personne de Gilbert Guinikoukou en intentant une action justice pour demander au tribunal de le faire. Trafigura a obtenu gain de cause⁷², le tribunal de Zurich a formellement interdit à Gilbert Guinikoukou de faire publiquement de ses doutes⁷³.

⁶⁵ Nyrstar acquis par Trafigura : <https://www.crunchbase.com/acquisition/trafigura-acquires-nyrstar--18c286fd>

⁶⁶ Bloomberg – Rubriques « Marchés » <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-09-08/trafigura-accused-of-throttling-nyrstar-with-lopsided-zinc-deals>

⁶⁷ Recorder (15 avril 2019) : <https://www.portpirierecorder.com.au/story/6053671/trafigura-new-owner-for-nyrstar/>

⁶⁸ TEST ACHATS INVEST « Participer à l'action de RSQ Investors contre Nyrstar ? » : <https://www.test-achats.be/invest/investir/actions/news/2020/11/nyrstar-trafigura-rsq-investors-syndicat-actionnaires-minoritaires-participer-action-en-justice>

⁶⁹ DE TIJD « la FSMA enquête sur une possible falsification des chiffres de Nyrstar » - 17 août 2019 : <https://www.tijd.be/ondernemen/grondstoffen/fsma-onderzoekt-mogelijk-geknoui-met-cijfers-nyrstar/10154173.html>

⁷⁰ ICEBERG RESEARCH « Qui a vraiment tué Nyrstar » (8 octobre 2019) : <https://iceberg-research.com/2019/10/08/what-really-killed-nyrstar-nv-shareholders-have-a-strong-case-against-nyrstars-board-and-trafigura/>

⁷¹ Le Citoyen de la Vallée de l'Or « Nyrstar sous enquêtes » (30 novembre 2020) : <https://www.lecitoyenvaldoramos.com/article/2020/11/30/nyrstar-sous-enquete>

⁷² Le temps (11 décembre 2019) : <https://www.letemps.ch/economie/trafigura-obtient-justice-silence-dun-lanceur-dalerte>

⁷³ La Libre (6 décembre 2019) « Nyrstar : la justice suisse impose le silence à un lanceur d'alerte » <https://www.lalibre.be/economie/entreprises-startup/nyrstar-la-justice-suisse-impose-le-silence-a-un-lanceur-d-alerte-5dea7eeff20d5a0c46f35313>

3 Trafigura, pétrole et terrorisme, Daech : Y aurait-il un lien entre eux ?

1) Trafigura mouillé avec l'Etat Islamique ?

Le 18 décembre 2015, Reynard Mathias, un parlementaire du Parti socialiste suisse a déposé sur le bureau du Conseil national suisse une « demande d'audit sur les procédures internes des négociants commercialisant du pétrole depuis la Suisse » au sujet des risques d'achat de pétrole finançant l'Etat Islamique⁷⁴.

Dans son exposé des motifs, il s'interrogeait sur la forte probabilité qu'une part du pétrole de l'**Etat Islamique** (EI) se retrouve mélangé au pétrole kurde (à des fins de blanchiment), pétrole kurde exploité et transporté par Trafigura du port de Ceyhan. Et il conclut en insinuant que la probabilité que Trafigura commercialise en toute connaissance de cause de l'or noir provenant de zones contrôlées par l'Etat Islamique ne paraît pas négligeable.

L'interrogation du parlementaire n'est pas anodine car Trafigura avait déjà été condamné dans l'affaire « Pétrole contre nourriture »⁷⁵ en 2005. Ayant l'habitude de pratiquer ce mode de commerce, il n'est pas à écarter l'hypothèse qu'il continuerait à le faire mais avec plus de précaution et de subtilité.

2) Trafigura mouillé avec Bashar ?

Raf Custers dans une publication du 10 mars 2016 dans le Groupe de Recherche pour une stratégie économique alternative⁷⁶ intitulé « *l'Etat islamique est aussi un business* », il postule que le pétrole de de l'EI réussit toujours à faire son chemin jusqu'en Occident en transitant par des intermédiaires aguerris car le marché est juteux.

Il indique de surcroît que Lors de la guerre de l'OTAN contre la Libye en 2011, des fonctionnaires du gouvernement britannique ravissent le gouvernement Kadhafi d'une bonne partie du pétrole produit dans ce pays. Cette cellule de fonctionnaires agit de connivence avec l'entreprise Vitol, le plus grand courtier de pétrole au monde. A ce moment-là une guerre civile a déjà éclaté en Syrie entre le gouvernement du président Bashar el Assad et des mouvements réclamant l'ouverture de la société syrienne à l'exemple des Printemps arabes de la Tunisie et de l'Égypte. L'Occident se range du côté de l'insurrection. Pourtant, la société Vitol et Trafigura, vont ravitailler le camp de Bashar avec du pétrole raffiné en France, en Italie et en Espagne.

3) Trafigura mouillé avec les autorités Kurdes ?

Quatre ans après, ce couple est de retour. Cette fois-ci Vitol et Trafigura livrent à Israël du pétrole qu'ils trouvent, dans le Nord de l'Irak, dans la province autonome kurde. Normalement, les autorités kurdes doivent céder une portion de la production de pétrole au gouvernement de Bagdad. Mais fin 2015, elles reconnaissent contourner ce système et vendre du pétrole, entre autres via Israël, pour alimenter la caisse de leur État. Le Kurdistan iraquien apparaît alors comme le marché favori des marchands dont Trafigura.

⁷⁴ Postulat 15.4245 Reynard Mathias déposé le 18 décembre 2015 « Risques d'achat de pétrole finançant l'EI. Demande d'audit sur les procédures internes des négociants commercialisant du pétrole depuis la Suisse » : <https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20154245>

⁷⁵ Affaire « Pétrole contre nourriture » : https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_P%C3%A9trole_contre_nourriture

⁷⁶ GRESEA (10 mars 2016) « L'Etat Islamique est aussi in business » : <https://gresea.be/L-Etat-islamique-est-aussi-un-business#nh11>



V) Principe de financement du négoce des matières premières : « méthode Trafigura »

Le financement du négoce des matières n'est pas si simple à comprendre pour le commun des mortels. Les rouages mis en place volontairement par les sociétés de négoce pour le montage financier sont extraordinairement complexes tant en amont des opérations (achat de matières premières, transport, trading, vente, revente, etc.) qu'en aval pour éviter toute imposition fiscale via maillage de filiales créées et hébergées dans les paradis fiscaux.

Pour une compréhension simple, nous n'allons pas trop entrer dans les détails, en revanche il est important de se familiariser avec la sémantique financière concernant le financement du négoce de matières premières.

Trois choses sont nécessaires à savoir pour financer le négoce des matières premières concernant Trafigura :

- Le financement bancaire
- Le financement non bancaire
- Le trader qui devient banquier

A- Le financement bancaire :

Concernant cette partie, nous devons retenir trois choses, la lettre de crédit⁷⁷, le paiement direct (ou « open account »)⁷⁸ et le Revolving Credit Facility⁷⁹, un genre d'open bar financier pour la société de négoce.

1) La lettre de crédit (LC) :

La LC est simplement un document émis par un banquier donnant ordre d'effectuer un paiement, c'est un peu comme un chèque.

A titre d'exemple, quand le négociant n'a pas forcément les fonds nécessaires pour acheter des matières premières, il demande à sa banque d'émettre une « lettre de crédit » à remettre ensuite au vendeur ou au banquier du vendeur.

Mais le banquier du négociant, avant de procéder à cette opération exige de celui-ci une garantie concernant la marchandise « physique » assortie d'un contrat d'achat et de vente, ainsi que les documents afférent au transport de la marchandise, les références du transporteur, le nom de sa société, etc., et surtout un engagement ferme du négociant pour le remboursement des fonds avancés.

Une fois ces documents fournis en bonne et due forme, le banquier après avis favorable peut alors émettre la LC et remettre ensuite au vendeur pour libérer la marchandise au trader.

➤ Avantages :

La lettre de crédit permet aux sociétés qui ne disposent pas de fonds importants de détenir une dette bancaire bien plus importante dans leur bilan qu'une société normale ne le pourrait.

⁷⁷ <http://www.revue-banque.fr/banque-investissement-marches-gestion-actifs/article/financement-negoce-matieres-premieres-quelle-pl>

⁷⁸ « Quel futur pour les petites et moyennes sociétés dans le négoce de matières premières ? » Deniz Dayan (p.38)

⁷⁹ <https://www.allnews.ch/content/news/trafigura-cr%C3%A9dit-renouvelable-de-16-milliards-de-dollars>

Le banquier peut aussi avec les informations données et précisées dans les documents fournis par le négociant vérifier la validité de chacune d'elles et savoir par exemple si le transporteur n'est pas sous le coup d'une sanction judiciaire, auquel cas il peut bloquer la transaction.

La marchandise servant également de collatéral financier qui peut à tout moment être saisie par le banquier, ce dernier en général n'hésite pas à en émettre à foison, la LC devient pour le coup du pain béni pour les négociants, et une sorte de spirale avantageuse mutualisée se met alors en place où l'un nourrit l'autre et réciproquement.

➤ Inconvénients :

Il n'existe aucune transparence sur le volume de transactions financières dans le négoce ni sur les LC.

La Banque des règlements internationaux (BRI)⁸⁰ par exemple, dans sa publication de 2014, avait estimé en 2011 à quelque **6,5 à 8.000 milliards \$** les transactions financières effectuées par les banques dont 2,8 milliards en LC. Mais les montants exacts consacrés au financement des matières premières n'y apparaissent nulle part.

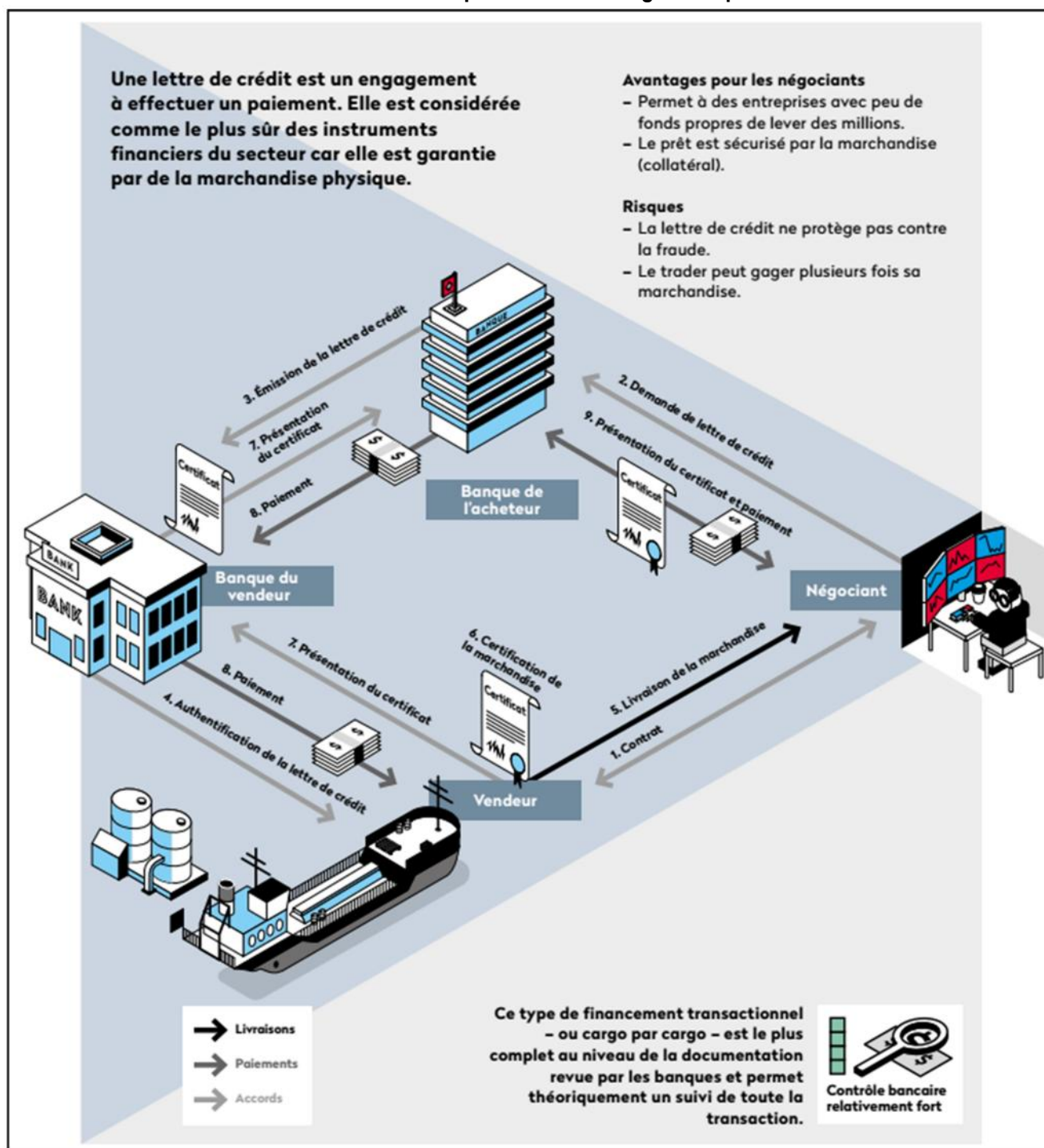
L'Association suisse des banquiers (ASB) la même année estimait à **1.500 milliards de francs (CHF)** le montant du financement du négoce des matières premières en Suisse, dans une publication de 2013⁸¹. Comme l'ASB n'indique pas clairement quels types de financement elle a inclus dans le « *financement du commerce des matières premières garanti par les banques* », les enquêteurs ont cherché à obtenir des éclaircissements, mais n'ont obtenu qu'une fin de non-recevoir.

La lettre de crédit ne protège pas non plus contre la fraude, et le trader peut aussi gagner plusieurs fois sa marchandise.

⁸⁰ Bank for International Settlements, « Trade finance: developments and issues », CGFS Papers No 50, January 2014

⁸¹ ASB : Swiss Bankers Association, Switzerland as a commodity trading centre, Mars 2013, p.17

Circuit de la lettre de crédit dans une opération de trading classique :



Source : Public Eye (Trade Finance Demystified) p.10

2) Le paiement direct ou « open account » :

Contrairement à la lettre de crédit, le paiement direct ou « open account », ou paiement dit « *de compte à compte* » est une opération qui consiste à faire partir la marchandise avant tout paiement sur la seule base d'un contrat signé entre l'acheteur et le vendeur. Les banques de ces derniers ne sont généralement pas sollicitées dans ce genre d'opération. Le paiement n'est effectué qu'après réception de la marchandise, ce n'est qu'à ce moment-là que les banques sont sollicitées.

Dans ce genre d'opération le maître-mot est la « **confiance** ». En règle générale, le vendeur connaît assez bien l'acheteur pour avoir traité dans le passé en toute confiance et dont le business est amplement consolidé.

➤ Avantages :

L'acheteur réalise un gain en termes de trésorerie, de coûts et de lourdeur administrative. En effet il s'exonère de la lenteur du traitement dossier si sa banque avait été sollicitée et qui prend généralement plusieurs jours alors qu'il est pressé, et surtout des frais bancaires (gestion, taux sur l'emprunt, commissions, etc.).

Il peut puiser directement dans ses fonds propres pour effectuer le paiement ou utiliser aussi une partie de la ligne de crédit non gagé qu'il a obtenue auprès de sa banque, dans le cadre par exemple, d'une facilité de crédit renouvelable « *Revolving Credit Facility* » qui sera traité dans la partie suivante.

Le fait de ne pas à fournir trop de documents est un avantage considérable pour les parties prenantes, c'est juste une histoire de relation de confiance éprouvée au fil des affaires conclues à l'avantage des deux.

Mais celui qui ressort surtout avantagé c'est l'acheteur car il ne paie qu'après réception de sa marchandise, autrement dit s'il avait effectué le paiement avant son expédition, il n'y avait aucune garantie que ladite marchandise puisse être acheminée sereinement chez lui (risque d'intempérie, piraterie maritime, blocage de sa banque pour vice de forme dans les documents fournis, etc.)

➤ Inconvénients :

Pour le vendeur, contrairement à l'acheteur en dehors du cadre de la relation de confiance, il peut ne pas être payé pour des raisons que j'évoquais précédemment.

L'open account est aussi l'instrument idéal pour faire passer certaines transactions suspectes sous le radar bancaire. L'acheteur peut venir avec un bateau, payer le vendeur cash, charger la marchandise et disparaître comme il est venu, ni vu ni connu. L'argent peut alors transiter sereinement par une banque d'un pays qui tolère des règlements non documentés, autrement dit qui ne s'interroge pas sur la traçabilité de l'argent. **L'argent sale peut par exemple être encaissé par la banque du vendeur sous un faux contrat sans qu'elle le sache.**

3) La Revolving Credit Facility « facilité de crédit renouvelable » ou prêts syndiqués:

La **Revolving Credit Facility (RCF)**, c'est la marque des puissants dans le négoce. C'est l'équivalent d'un « *open bar financier* » mis à disposition par les banques aux négociants pour qu'ils puissent s'y servir à volonté sans être inquiétés. Généralement il s'agit de très grosses sommes qui dépassent largement des centaines de millions de dollars allant jusqu'au milliard. Une fois leur ligne de crédit obtenue, les multinationales n'hésitent jamais à rédiger des communiqués⁸² pour donner un signal à leurs clients potentiels pour de futures affaires.

Une des particularités de la RCF est qu'il est octroyé non pas par une banque mais plutôt par un syndicat de banques qui s'unissent afin de partager le risque au travers d'un « *syndicated loan* » (un prêt syndiqué). Un ou plusieurs établissements « chefs de file » ou « arrangeurs » – généralement des banques de premier plan – sont chargés de mettre en place ce syndicat, avec l'accord du négociant. Pour conclure une RCF, les sociétés de négoce organisent des réunions auxquelles participent tous les membres du syndicat, dont des banques de moindre taille qui contribuent plus modestement.

Le critère d'éligibilité est assez simple, afficher juste un bilan solide, accompagné de toute la documentation nécessaire exigé par les banques. Plus les affaires sont florissantes, plus le prêt syndiqué est conséquent, se chiffrant généralement en milliards comme indiqué plus haut. Le syndicat de banques base ses calculs sur le risque de crédit, évalué en fonction des niveaux de fonds propres et d'endettement, les critères de sélection sont très stricts.

➤ Avantages :

Le trader peut puiser librement dans la ligne de crédit et financer n'importe quelles opérations, à condition qu'elles soient listées dans la documentation signée dans le cadre de la mise en place des RCF, sans avoir à se justifier. Il peut par exemple prêter aussi à des états ou à des sociétés nationales avec des taux qui lui sont avantageux sans que les banques en soient informées.

L'accord de prêt peut être renouvelé automatiquement sans passer par de nouvelles négociations.

Les RCF sont souvent utilisées aussi pour acquérir des actifs (silos à blé, terminaux portuaires, cuves de raffinerie, etc.), accorder des préfinancements à des tiers, ou encore constituer des fonds spéciaux pour alimenter la trésorerie courante, couvrir les appels de marge ou les positions ouvertes sur le marché, effectuer les prépaiements, les achats de marchandises, etc.

➤ Inconvénients :

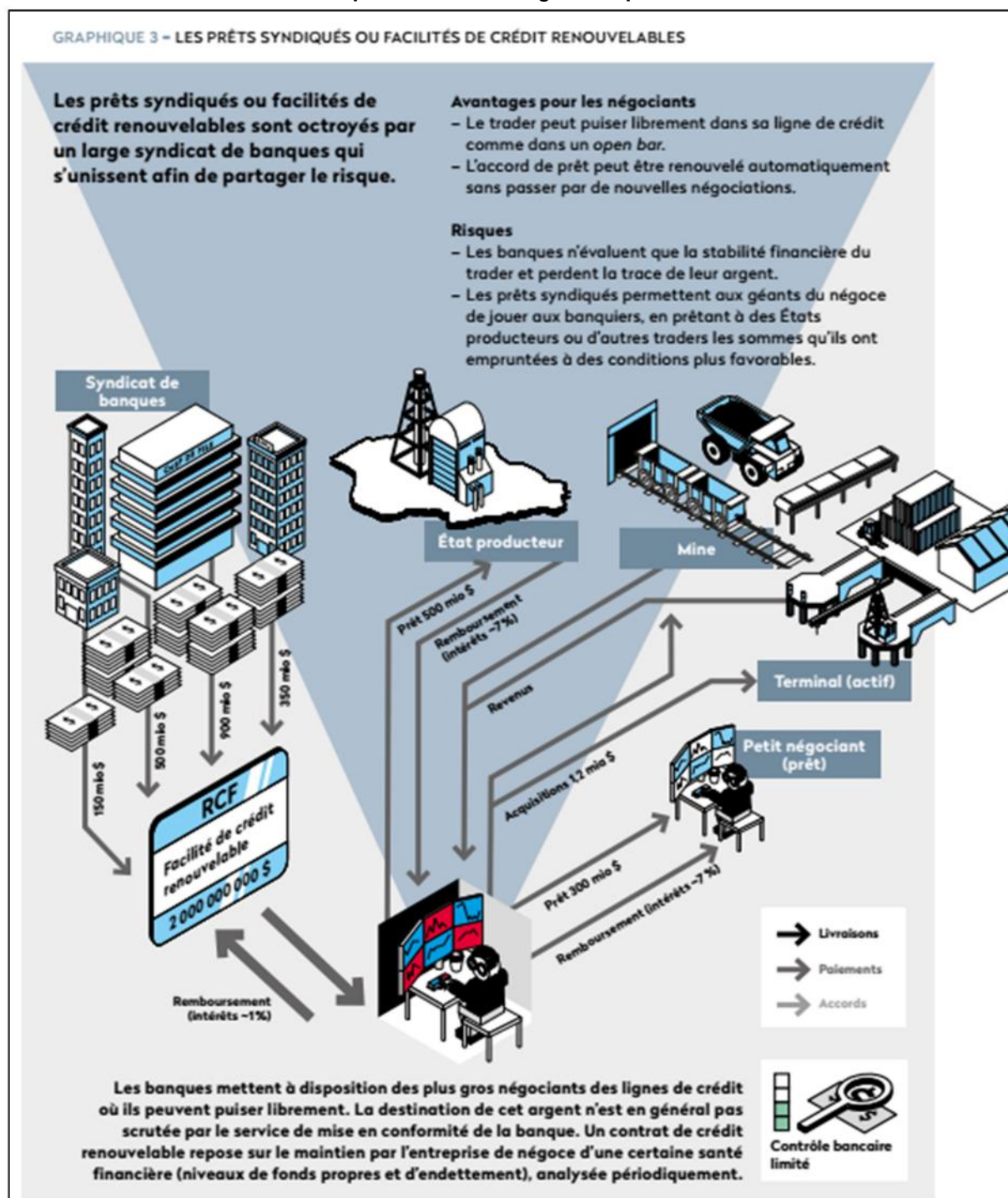
Les banques ne sont informées que sur l'objet de l'opération pour laquelle elles ont accordé le crédit mais ne le sont pas au sujet de son utilisation donnant de toute évidence la latitude et tout le loisir au trader d'en faire ce qu'il veut. L'argent peut être utilisé (comme très souvent) à des fins frauduleuses, illicites, illégales, et autres adjectifs à

⁸² **TRAFIGURA** : <https://www.trafigura.com/press-releases/trafigura-ptl-closes-usd-16-billion-equivalent-syndicated-revolving-credit-facility-and-term-loan-facilities>

caractère condamnable (trafic et blanchiment d'argent et de capitaux, placement des gains dans les filiales hébergées dans les paradis fiscaux, etc.).

Très souvent les négociants traitent, avec ce fonds disponible 24h/24 et quasiment sans contrôle, en bilatéral avec des pays à risque où n'importe quel autre établissement financier aurait rechigné à apporter un financement.

Circuit de la RCF dans une opération de trading classique :



Source : Public Eye (Trade Finance Demystified) p.15

B- Le financement non bancaire :

Concernant cette partie, nous devons retenir deux choses, « l'action et l'obligation » et le « *private equity* ».

1) L'action⁸³ et l'obligation⁸⁴ :

En général ces deux instruments ne sont pas très appréciés par les traders. Parmi les négociants il n'y a que les géants comme Glencore par exemple, coté en bourse depuis le 24 mai 2011, qui peuvent se permettre de se procurer ce type d'instrument financier pour soutenir leur activité de trading.

En effet via le marché des capitaux, les traders cotés peuvent émettre des obligations et des actions, contrairement aux autres négociants non cotés, comme Trafigura, qui n'ont la possibilité que d'émettre des obligations qui sont essentiellement des prêts vendus à des investisseurs privés et institutionnels, dans ce cas-là, les banques organisent la vente (souscription). Mais elles peuvent aussi agir comme investisseurs, achetant et vendant également des obligations.

Ces obligations ont une durée de vie (maturité) et différents taux d'intérêt (coupon). Plus le « coupon » est élevé, plus le risque de défaut est élevé. Car les obligations sont généralement les premiers à passer à la trappe en cas de structuration de la dette de la société.

Trafigura évite les marchés publics des capitaux pour ne pas subir le diktat du court terme qui risque d'altérer les prises de décision pouvant engendrer des pertes financières énormes. Il préfère garder l'émission des obligations avec une forte maturité pour avoir la main sur le maintien de leur niveau de cotation. C'est une des raisons pour laquelle elle a refusé d'être cotée en bourse.

2) Le Private equity⁸⁵ :

Le « *private equity* » (ou capital-investissement) s'est développé en dehors du système financier traditionnel (représenté par les banques réglementées et les marchés financiers) et constitue aujourd'hui l'un des types de financement alternatif du négoce de matières premières pour les petites et moyennes entreprises ne pouvant pas bénéficier des deniers accordés par les banques.

En général ce sont des investisseurs privés et des fonds spéculatifs (hedge funds) qui servent de roue de secours aux négociants qui se heurtent au refus des banques. En Suisse par exemple, plusieurs sociétés spécialisées dans ces services ont fait leur apparition, souvent dirigées par d'anciens banquiers de la place reconvertis dans ce secteur de niche. Elles s'appuient généralement sur des fonds regroupant des grandes fortunes, qui voient dans ces placements une opportunité de diversifier leurs investissements.

D'ailleurs ces sociétés de financements dits alternatifs doivent s'affilier en Suisse à un organisme d'autorégulation (OAR), qui est en dernier lieu supervisé par la FINMA⁸⁶. Elles doivent respecter les règles dites de « *know your client* » (KYC) – ou connaissance du client – et se plier à la législation anti-blanchiment. Le sérieux des contrôles peut être très variable d'une société à l'autre.

⁸³ Autorité des Marchés financiers « Investir en actions » : <https://www.amf-france.org/fr/espace-epargnants/comprendre-les-produits-financiers/actions-obligations/actions>

⁸⁴ Autorité des Marchés financiers « Investir dans les obligations » : <https://www.amf-france.org/fr/espace-epargnants/comprendre-les-produits-financiers/actions-obligations/obligations>

⁸⁵ NET INVESTISSEMENTS « Qu'est-ce que le Private equity ? » <https://www.net-investissement.fr/placement/guides/private-equity/qu-est-ce-que-le-private-equity-ou-capital-investissement-2900.html>

⁸⁶ Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA : <https://www.finma.ch/fr/>

Dans le cas du « *private equity* », les transactions passent totalement sous radar bancaire. Les obligations de diligence et de vérification sont beaucoup moins lourdes, et reposent essentiellement sur la société qui gère l'apport de fonds.

La plupart de ces investisseurs sont des « *Family offices* » (gestionnaires de grande fortune), ou des milliardaires qui ont réalisé que les banques leur prenaient des frais de gestion très élevés. En général ceux-là sont prêts à mettre la main à la poche et n'hésitent pas à investir dans l'économie réelle. Pour la majorité d'entre eux ils sont même prêts à financer de petites transactions en Ukraine ou en Russie, qui dépassent rarement 3 millions de dollars. Les investisseurs se voient proposer des marges pouvant aller de 4 à 15% selon leur goût du risque.

Parfois même, les prêts peuvent se décider dans des situations d'urgence, par exemple lorsqu'une banque refuse un financement et qu'il faut sans attendre trouver par exemple 10 millions de dollars pour que la transaction se réalise, en général les taux peuvent atteindre 3% par jour ou 100% par mois. C'est la raison pour laquelle certains traders disent que ce genre de business est plus risqué et agressif.

C- Le trader devient banquier :

Concernant cette partie, nous devons retenir deux choses, le « préfinancement » et le « *swap* ».

1) Le préfinancement⁸⁷ :

Les négociants se transforment en banquiers des Etats producteurs de matières premières qui ont très souvent des difficultés à accéder aux marchés financiers. Ils se voient de plus en plus régulièrement proposer des crédits dit de « préfinancement » par ces négociants, contre un accès garanti à leur production pour assurer le remboursement.

« *Des ressources pétrolières qui se transforment en montagne de dettes* » écrivait Les Echos dans son article du 12 décembre 2017. L'auteur continue en précisant qu'en général quand le cours des matières premières est bas, les pays détenteurs de ces ressources éprouvent un besoin urgent de cash pour couvrir leurs dépenses. Or quand le prix ne remonte pas, les recettes ne sont pas au rendez-vous et mécaniquement ils entrent dans une spirale infernale de dettes, car ils se retrouvent à emprunter à nouveau auprès des investisseurs qui *in fine* leur imposent des taux extrêmement élevés. A partir de ce moment-là, leurs ressources peuvent alors devenir potentiellement des gages, des hypothèques pour ces investisseurs. Par ailleurs l'auteur ajoute en guise d'effet pervers que le préfinancement « *peut alimenter la corruption quand il fait intervenir une chaîne d'intermédiaires difficiles à identifier* ».

➤ Avantages :

En permettant à une compagnie d'Etat d'accéder à des liquidités, le négociant s'offre un accès à plus ou moins long terme aux ressources du pays producteur, et dans une fourchette de prix préétablie. Les prêts adossés au pétrole constituent un pari sur le futur prix du pétrole car, en définitive, il est impossible de savoir combien de barils de pétrole seront nécessaires pour rembourser le prêt, qui risque de se transformer en « passif » financier à durée indéterminée pour les futurs gouvernements et générations.

⁸⁷ Les échos (12 décembre 2017) « Préfinancement pétrolier : une pratique ancienne aux effets pervers » : <https://www.lesechos.fr/2017/12/prefinancement-petrolier-une-pratique-ancienne-aux-effets-pervers-180051>

Contrairement au secteur bancaire, les négociants n'ont aucune obligation quant au suivi de l'utilisation effective de ces prêts. D'autre part, peu des pays qui y recourent sont membres de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE). Et quand bien même, la norme 4.2 qui régit la divulgation des paiements en lien avec la vente étatique de ressources pétrolières, gazières ou minières n'est pas contraignante pour les négociants. Dans les faits, la pratique est très peu suivie, et les informations publiées sont sporadiques ou vagues

➤ Inconvénients :

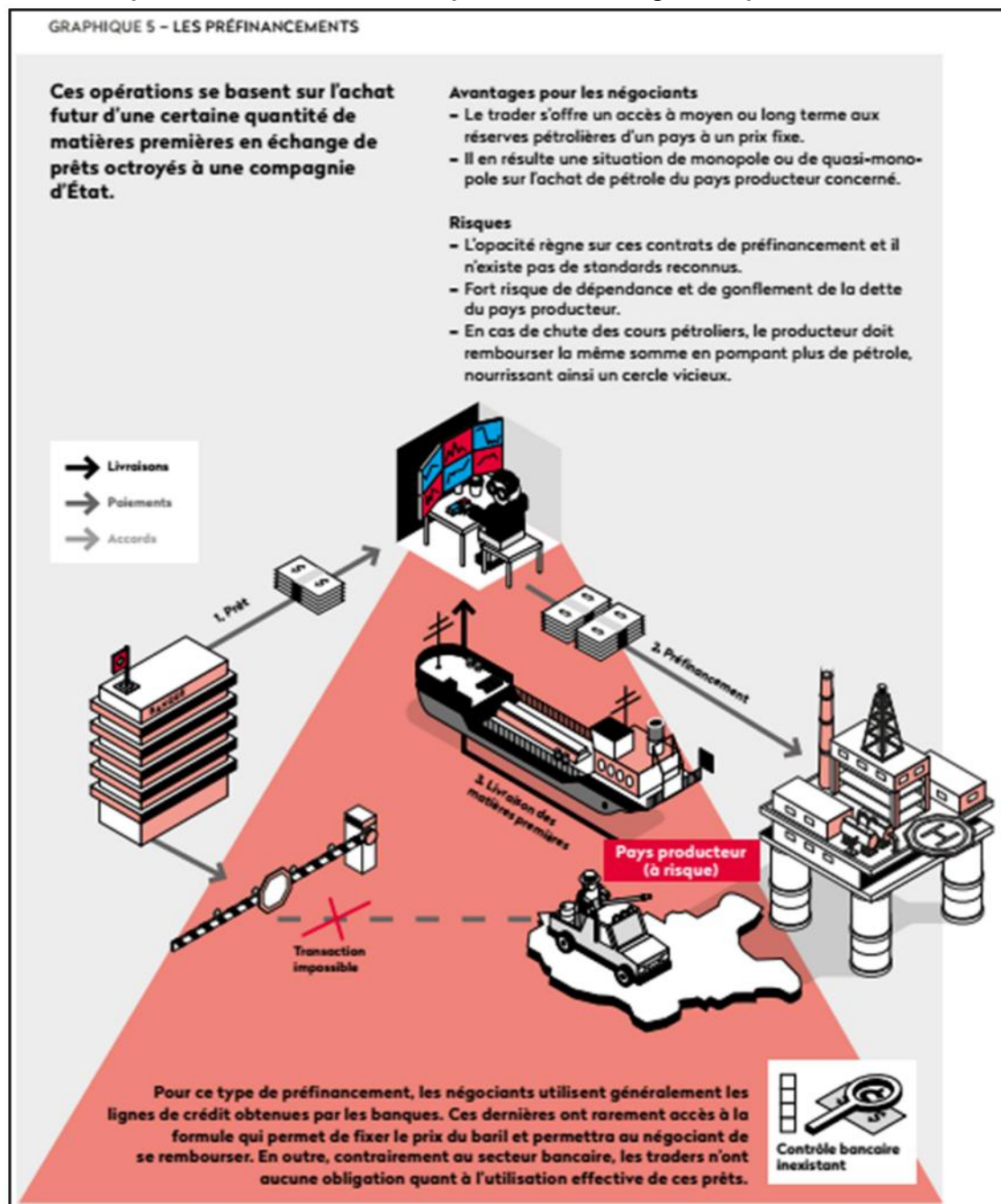
Les Etats qui ont recours aux préfinancements se sont toujours retrouvés empêtrés dans une spirale de dette infernale les obligeant à hypothéquer leurs ressources en gage de remboursement aux prêteurs.

Le marché du pétrole étant un secteur ultra-compétitif, les marges sont évidemment faibles, et il faut vendre des barils en volume pour rester dans la course. Les préfinancements assurent un accès régulier à d'importants volumes de brut et, en cas de pari réussi, à des marges plus importantes. « *La force des préfinancements, c'est qu'ils placent le trader dans une position de quasi-monopole* », affirme un ancien banquier. Il en veut pour preuve le bastion que Vitol s'est constitué au Kazakhstan, où le négociant bénéficie d'une relation privilégiée avec l'oligarque Timour Koulibaïev, le gendre de l'ex-président Noursoultan Nazarbaïev. « *Aucune banque ne va prêter directement à l'État kazakh ou à KazMunayGas (KMG), qui manque toujours de cash pour construire des raffineries* », assure-t-il. Pour notre interlocuteur, « des préfinancements dans un pays qui tient la route, cela n'existe pas ». Et c'est précisément ce que recherchent les traders.

Outre les frais et intérêts, les préfinancements peuvent également être accompagnés de conditions désavantageuses pour le pays producteur. Dans le cadre de son prêt au Tchad, un trader suisse s'était octroyé le droit de vendre la totalité de la production de la société pétrolière nationale tchadienne, en vertu d'un contrat de commercialisation séparé, mais faisant partie intégrante de son accord de préfinancement. En 2017, le montant à rembourser par le Tchad à ce négociant suisse a quasiment doublé, et ce en raison des intérêts et des frais de restructuration de la dette, selon le ministère tchadien des Finances. Une demande de rééchelonnement des paiements ou la recherche d'autres options de financement, *a priori* plus coûteuses que les conditions de prêt initiales, peuvent plonger le pays dans un cercle vicieux d'endettement.

Dans certains cas, négociant et compagnie d'État peuvent se couvrir contre une évolution à la hausse ou à la baisse du cours de la matière première. Mais la « *stratégie de couverture est proposée par le trader* », confie une source bancaire évoquant un certain déséquilibre contractuel. Selon des experts il n'existe pas de standards en vigueur dans ce domaine. « *Il nous arrive de recevoir des contrats de prépaiement dont les clauses de transfer pricing ont été caviardées* », souligne cet autre responsable juridique, employé par une filiale bancaire genevoise.

Circuit des préfinancements dans une opération de trading classique :



Source : Public Eye (Trade Finance Demystified) p.25

2) Le Swap :

Le « swap » est un mot-valise et il peut désigner une multitude de produits dérivés financiers : des swaps de taux d'intérêt aux swaps de devises, en passant par les swaps de matières premières.

Nous allons ici nous concentrer sur les accords d'échange de produits de type « *crude-for-products swaps* », soit généralement un « *troc de pétrole brut contre des produits raffinés* », comme l'essence ou le kérosène. L'un des objectifs avoués de ces échanges de marchandise est de pouvoir se passer des banques, de leurs commissions et, parfois aussi, de leurs systèmes de compliance⁸⁸. Dans la pratique, il est impossible de synchroniser parfaitement les livraisons. Un établissement bancaire est alors sollicité pour garantir la marchandise au moyen d'une lettre de crédit « stand-by » que nous avons traité plus haut (voir page 37).

Ce type de swap est principalement conclu avec des pays n'ayant qu'une faible capacité de raffinage. C'est le cas du Nigeria par exemple, le pays d'Afrique le plus peuplé avec 200 millions d'habitants, qui produit pourtant 2,5 millions de barils de brut par jour, mais qui ne peut raffiner quotidiennement qu'un cinquième de ce volume. Il doit par conséquent importer des produits pétroliers pour satisfaire ses besoins domestiques. En période de cycle bas du brut, la conclusion d'un accord « *swap* » met le pays producteur dans une position de faiblesse, car il ne parvient plus à payer les produits raffinés nécessaires à sa consommation interne.

➤ Avantages :

Ces accords de « swap » permettent aussi de minimiser l'implication bancaire dans les transactions. L'approche est intéressante du point de vue comptable. Alors que, sur un contrat standard de livraison de brut ou de produits raffinés, il faut prévoir des lettres de crédit et bloquer des fonds pour chaque cargaison, le « swap » permet de ne bloquer cette somme qu'une seule fois. Ce qui permet des gains de trésorerie ainsi qu'une baisse des coûts bancaires.

On note aussi que pour les négociants ces arrangements avec les compagnies pétrolières d'État sont très difficilement comparables entre eux, au vu de l'opacité qui entourent la plupart de ces deals. Il n'existe en outre pas de standards internationaux portant sur les contrats « *crude-for-products swaps* » c'est-à-dire *troc de pétrole brut contre des produits raffinés*.

➤ Inconvénients :

Alors que les compagnies d'État souffrent de l'assèchement du crédit et de la chute des cours, les opérations de « swaps » et de préfinancements devraient poursuivre leur expansion dans le secteur des matières premières. Avec des maisons de négoce capables de fournir des services sur mesure aux États ne disposant pas des infrastructures de raffinage suffisantes pour approvisionner leur population, ces États se retrouvent dans une position de dépendance.

Avec ce genre de contrats, des milliards de dollars de transactions offrent beaucoup de possibilités de cacher des millions de dollars de commissions. Tout se joue entre le brut et le raffiné. Quand il y a une variation forte du prix du brut (60 à 20 \$/baril), il est difficile d'assurer un « *swap* » *Brut / Produit raffiné* car les déséquilibres sont beaucoup trop importants à cause du prix de la transformation du brut en raffiné qui reste quasiment fixe.

⁸⁸ FIMARKETS « **La fonction compliance dans les banques: assurer la conformité réglementaire** »
: https://www.fimarkets.com/pages/fonction_compliance.php

et verrouille *in fine* le prix du produit raffiné. Hormis le coût de la transformation, les autres facteurs de ces déséquilibres peuvent aussi provenir des décalages de livraisons, de l'évolution différée du cours des produits pétroliers par rapport à celui du brut, des variations par rapport aux volumes promis, mais encore du fait qu'une compensation en cash peut être prévue en parallèle au « swap » pur.

En janvier 2015 était annoncée dans *Le Temps*⁸⁹ la fin des accords de « swaps » entre Trafigura et le Nigeria, évoquant des risques de réputation (opacité et favoritisme) que le négociant ne voulait plus courir⁹⁰. Il faut dire que, quelques mois plus tôt, l'ex-gouverneur de la Banque centrale du Nigeria avait dénoncé la non-comptabilisation d'environ 20 milliards de dollars de revenus pétroliers de l'État. Il avait été licencié par le président Goodluck Jonathan. Le fisc nigérian avait ensuite pointé des taxes impayées par Trafigura pour ses swaps entre 2011 et 2014⁹¹.

⁸⁹ **Le Temps (15 janvier 2015) «Trafigura met fin à un accord controversé avec le**

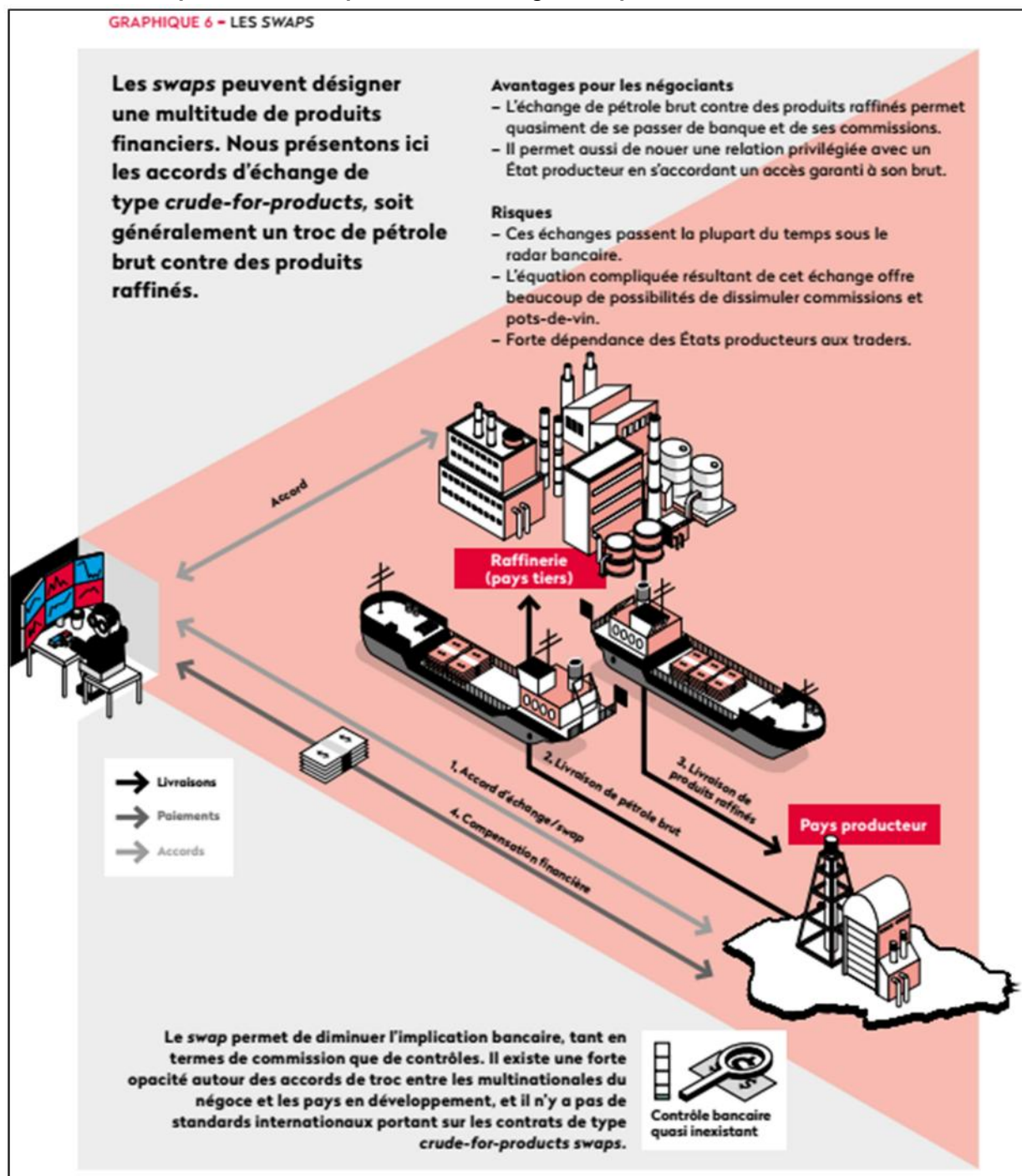
Nigeria » : <https://www.letemps.ch/economie/trafigura-met-fin-un-accord-controverse-nigeria>

⁹⁰ **Bloomberg (17 janvier 2015) : « Trafigura dit de mettre fin à l'accord nigérian oil-swap sur un examen plus approfondi » :**

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2015-01-16/trafigura-said-to-end-nigerian-oil-swap-deal-on-tighter-scrutiny?sref=k6hrcAOe>

⁹¹ **Bloomberg (28 janvier 2016) :** <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-01-27/nigeria-revenue-agency-says-trafigura-owes-taxes-for-crude-swaps?sref=k6hrcAOe>

Circuit des « swaps » dans une opération de trading classique :



Source : Public Eye (Trade Finance Demystified) p.29

VI) Conclusion

Cette étude, non exhaustive pourtant, nous apprend déjà un peu mieux sur Trafigura et comment il procède pour gagner plus d'argent en n'hésitant pas à contourner les règles des pays dans lesquels il est présent. Et puis surtout cela nous a permis de connaître quels sont les outils, les méthodes, les intermédiaires et les moyens qu'il utilise pour rendre plus florissant son business en sachant qu'il ne bégaye pas pour piétiner les droits primaires de l'homme et surtout de la nature.

L'objet de ce dossier est d'élaborer un CV allégé de Trafigura, un trader qui a fait son apparition dans l'offre d'Antonin Beurrier en décembre 2020 et dont personne n'a aucune idée de l'origine. Nous avons donc pris l'initiative de mener quelques recherches pour avoir quelques informations sur ce trader avant de prendre une décision définitive d'accepter sa présence ou non sur le territoire.

Après des semaines d'investigation, d'examen, d'étude et d'analyse (sommaire) de documents sous différents supports (notes, esynthèses, études, bulletins, rapport sous format papier et/ou numérique, sites, blogs, médias, presse, conférences, etc.) nous pensons sincèrement que, au vu de son passif pas très reluisant, **cette multinationale ne peut pas rester dans ce pays.**

Certes, elle n'est pas si différente des autres grandes sociétés de négoce comme Vitol, Gunvor ou encore Glencore qui ont certainement des CV sensiblement identiques au sien, il n'empêche qu'entre autres exemples, le pacte d'actionariat proposé par Beurrier dans lequel Trafigura détiendrait 20% des parts ressemblait « étrangement » à celui de Nyrstar où *in fine* Trafigura, alors actionnaire à 24,64%, a récupéré la majorité des parts à 98% ne laissant que 2% aux actionnaires minoritaires qu'il a ensuite méprisés sans vergogne.

Après avoir endetté volontairement Nyrstar deux ans avant sa prise majoritaire du capital, Trafigura aujourd'hui se retrouve en procédure judiciaire lancée par un syndicat des actionnaires minoritaires et appuyé de quelques experts indépendants mandatés pour enquêter sur le montage du rachat de Nyrstar et surtout sur la restructuration de la dette de celle-ci.

Et c'est précisément ce qui risque de se passer ici chez nous si Trafigura était retenu et si on n'est pas vigilant.

Cependant la plus-value que nous pouvons en tirer tout de même de ces investigations, lectures et analyses des différents documents consultés est que nous comprenons et discernons mieux maintenant le monde du négoce de matières premières. Cela est à porter de toute évidence au crédit d'une réflexion à mener efficacement concernant les mécanismes du futur schéma industriel « PAYS » et surtout dans quelles mesures nous pouvons valoriser notre ressource pour en tirer le maximum de retombées économiques pour notre pays en essayant de récupérer une plus-value à chaque strate de transformation du minerai y compris dans le trading.

Enfin, ce document n'est qu'une compilation de données et d'informations que nous avons essayé de synthétiser à destination de nos responsables politiques pour qu'ils puissent prendre de manière pertinente et éclairée des décisions en conséquence. En aucun cas il ne doit faire l'objet de source ni officielle ni officieuse, puisque destiné uniquement à titre informatif pour le grand public.

ANNEXES

ANNEXE 1

MICHAEL W. HORTON

Entité	Rôle	Incorporation	Jurisdiction	Status	Données de
INVESTISSEMENTS BÉNÉFIQUES LIMITÉS	Intermédiaire	29-APR-1996	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
CAPRICE TRADING INC.	Intermédiaire	10-SEP-1993	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
CAPRICORNE S.A.	Intermédiaire	28-APR-1993	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
CONSEQUENTIAL INVESTMENTS CO. LTD.	Intermédiaire	29-APR-1996	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
NÉGOCIANTS EN CRISTAL LIMITÉE	Intermédiaire	21-FEB-1995	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
CONSULTANTS INTERNATIONAUX DIVERSIFIÉS LIMITED	Intermédiaire	25-OCT-1990	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
FINSERVICE (BAHAMAS) LIMITÉE	Intermédiaire	15-JAN-1991	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
MAINS D'AIDE LIMITÉES	Intermédiaire	02-DEC-1994	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
ISLAND VENTURE GROUP LIMITÉE	Intermédiaire	29-MAR-1994	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
JANAVI CORPORATION LIMITÉE	Intermédiaire	24-AUG-1994	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
LUKOS INTERNATIONAL S.A.	Intermédiaire	20-JUN-1991	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
PETROSOL PROCESSING AND REFINING INC.	Intermédiaire	26-JUL-1994	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
QUEST TRADERS LIMITED	Intermédiaire	20-FEB-1995	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
RUSOIL S.A. (ANCIENNEMENT) TRAFIGURA LOGISTICS GROUP S.A.	Intermédiaire	17-JUN-1993	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
S.A.N.A. LIMITÉE	Intermédiaire	19-DEC-1994	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SIBÉRIEN STELLAR (BAHAMAS) LIMITED	Intermédiaire	24-OCT-1994	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SORECO INC.	Intermédiaire	06-AUG-1991	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SUNRAY PETROLEUM LIMITÉE	Intermédiaire	08-DEC-1994	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
WESTERN INDUSTRIAL CORP. BAHAMAS LTD.	Intermédiaire	13-AUG-1991	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
ISLAND VENTURE GROUP LIMITÉE	Intermédiaire	29-MAR-1994	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
ICIJ BASE DE DONNÉES OFFSHORE LEAKS					
LUKOS INTERNATIONAL S.A.	Intermédiaire	20-JUN-1991	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
LIMITES EXTÉRIEURES LIMITÉES	Intermédiaire	21-AOÛT-1997	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
PABECRAA LIMITÉE	Intermédiaire	21-AOÛT-1997	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
PETROSOL PROCESSING AND REFINING INC.	Intermédiaire	26-JUL-1994	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
QUEST TRADERS LIMITED	Intermédiaire	20-FEB-1995	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
REGAL ASSET MANAGEMENT CORP.	Intermédiaire	21-NOV-1995	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
ROCKY MOUNTAIN INVESTMENTS LIMITÉE	Intermédiaire	24-JUL-1997	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
ROUNDHEAD INC.	Intermédiaire	08-AOÛT-1996	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
RUSOIL S.A. (ANCIENNEMENT) TRAFIGURA LOGISTICS GROUP S.A.	Intermédiaire	17-JUN-1993	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
S.A.N.A. LIMITÉE	Intermédiaire	19-DEC-1994	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SHAFTESBURY OVERSEAS LIMITED	Intermédiaire	14-NOV-1996	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SIBÉRIEN STELLAR (BAHAMAS) LIMITED	Intermédiaire	24-OCT-1994	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SIL ENERGY S.A.	Intermédiaire	03-SEP-1997	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SORECO INC.	Intermédiaire	06-AOÛT-1991	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SUNRAY PETROLEUM LIMITÉE	Intermédiaire	08-DEC-1994	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SOCIÉTÉ À VALEUR AJOUTÉE	Intermédiaire	19-NOV-1996	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
WESTERN INDUSTRIAL CORP. BAHAMAS LTD.	Intermédiaire	13-AOÛT-1991	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas

Source : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/23000236>

ANNEXE 2

MMG BAHAMAS LIMITED

Entité	Rôle	Incorporation	Compétence	Statut	Données de
ALLERDALE HOLDINGS LTD.	Intermédiaire	16-APR-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
CALTANA ENTERPRISES INC.	Intermédiaire	24-APR-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
DUNWICH HOLDINGS LIMITÉE	Intermédiaire	02-JAN-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
EMCO LIMITÉE	Intermédiaire	18-AOÛT-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
GLACCO ENERGY CORP.	Intermédiaire	19-MAR-1991	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
HAMILTON TRADING CORP.	Intermédiaire	14-FEB-1990	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
HATCHMEG LIMITÉE	Intermédiaire	13-AOÛT-1991	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
LE SAUNDA LICENSING LIMITED	Intermédiaire	18-AOÛT-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
MACKWELL TRADING LIMITÉE	Intermédiaire	20-AOÛT-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
MC BUNKERING INC.	Intermédiaire	10-AOÛT-1990	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
MCKINLEY BOISSARD S.A.	Intermédiaire	25-AOÛT-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
NORTON ENTERPRISES LIMITÉE (EN)	Intermédiaire	16-APR-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
INVESTISSEMENTS ORIOLE INC.	Intermédiaire	23-APR-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SOCIÉTÉ REDTOPS LIMITÉE	Intermédiaire	03-AOÛT-1990	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
ROLLERBY LIMITÉE	Intermédiaire	20-AOÛT-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SILVER OAK INC.	Intermédiaire	31-DEC-1991	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
THERMIDOR ASSOCIATES LIMITÉE	Intermédiaire	09-SEP-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
ICIJ BASE DE DONNÉES OFFSHORE LEAKS					
MARCELL TRADING LIMITÉE	Intermédiaire	02-SEP-1991	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
MC BUNKERING INC.	Intermédiaire	10-AOÛT-1990	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
MCKINLEY BOISSARD S.A.	Intermédiaire	25-AOÛT-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
NORTON ENTERPRISES LIMITÉE (EN)	Intermédiaire	16-APR-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
INVESTISSEMENTS ORIOLE INC.	Intermédiaire	23-APR-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
PALATINATE ASSOCIATES S.A.	Intermédiaire	09-APR-1991	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
BARRIÈRES PASSIVES TRADING LIMITED	Intermédiaire	10-DEC-1990	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
RASPAIL INVESTMENT INC.	Intermédiaire	10-SEP-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
BEAURY LIMITÉE	Intermédiaire	13-MAI-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SOCIÉTÉ REDTOPS LIMITÉE	Intermédiaire	03-AOÛT-1990	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
ROLLERBY LIMITÉE	Intermédiaire	20-AOÛT-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SHELLDON LIMITÉE	Intermédiaire	14-MAI-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SHINGLE HOLDINGS LIMITÉE	Intermédiaire	21-SEP-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SILVER OAK INC.	Intermédiaire	31-DEC-1991	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SOLIMAR CORPORATION LTD.	Intermédiaire	10-SEP-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
SPRINT INC.	Intermédiaire	02-JAN-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
THERMIDOR ASSOCIATES LIMITÉE	Intermédiaire	09-SEP-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
TORRISIDE OUTRE-MER S.A.	Intermédiaire	20-AOÛT-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
TRANSTEX INC.	Intermédiaire	14-AOÛT-1990	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas
VALENTINE CORP.	Intermédiaire	10-SEP-1992	Bahamas	-	Fuites aux Bahamas

Source : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/23000133>

ANNEXE 3

Appleby Corporate Services Ltd BVI

Entité	Rôle	Incorporation	Compétence	Statut	Données de
Abacus Six Limitée	Agent enregistré	01-NOV-2013	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
BETTERACE INTERNATIONAL LIMITÉE	Agent enregistré		Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Bencan Biotech Limitée	Agent enregistré	09-JAN-2014	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Breezeview Capital Ltd.	Agent enregistré	22-JUL-2013	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
HedexCo Hybrid Ltd.	Fournisseur de services de bureau enregistré	03-DEC-2010	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Leonetv Associated Ltd.	Secrétaire	04-JAN-2000	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
MAGENA LIMITÉE	Actionnaire	27-FEB-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
MGT Supply Inc.	Secrétaire	23-MAR-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Max Callahan Ltée	Agent enregistré	11-JUL-1994	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Portefeuille équilibré MaxVest I Limited	Secrétaire	14-AOÛT-2008	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Portefeuille équilibré MaxVest II Limited	Secrétaire	13-JAN-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
MaxVest Holdings Limitée	Secrétaire	15-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Road Town BFA L.P.	Secrétaire	11-OCT-2007	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
SEM MINING ILTD	Secrétaire	17-OCT-2006	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Sara Electric Limitée	Agent enregistré	29-JUL-2013	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Sandhore Finance Worldwide Limited	Secrétaire	17-OCT-2005	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
THRACE BASIN NATURAL GAS (TURKEY) CORPORATION	Fournisseur de services de bureau enregistré	30-NOV-1995	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
TIAN YU YUAN HOLDINGS LIMITÉE	Agent enregistré	06-NOV-2013	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Whitebox Concentré Convertible Arbitrage Partners L.P.	Agent enregistré	17-DEC-1999	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Ximela Société Limitée	Agent enregistré	15-JAN-2014	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Leonetv Associated Ltd.	Secrétaire	04-JAN-2000	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
MAGENA LIMITÉE	Actionnaire	27-FEB-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
MGT Supply Inc.	Secrétaire	23-MAR-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Max Callahan Ltée	Agent enregistré	11-JUL-1994	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Portefeuille équilibré MaxVest I Limited	Secrétaire	14-AOÛT-2008	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Portefeuille équilibré MaxVest II Limited	Secrétaire	13-JAN-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
MaxVest Holdings Limitée	Secrétaire	15-DEC-2009	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Maxol Ltée	Secrétaire	08-OCT-2008	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
ICIJ BASE DE DONNÉES OFFSHORE LEAKS					
SEM MINING ILTD	Secrétaire	17-OCT-2006	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Sara Electric Limitée	Agent enregistré	29-JUL-2013	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Sandhore Finance Worldwide Limited	Secrétaire	17-OCT-2005	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
THRACE BASIN NATURAL GAS (TURKEY) CORPORATION	Fournisseur de services de bureau enregistré	30-NOV-1995	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
TIAN YU YUAN HOLDINGS LIMITÉE	Agent enregistré	06-NOV-2013	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Torrex Creative Finance Ltd.	Secrétaire	14-FEB-2001	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Weymouth Management Corporation	Agent enregistré		Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Whitebox Concentré Convertible Arbitrage Partners L.P.	Agent enregistré	17-DEC-1999	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
Ximela Société Limitée	Agent enregistré	15-JAN-2014	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby
YU BOU Marcus Ltd.	Agent enregistré	08-JAN-2014	Îles Vierges britanniques	-	Paradise Papers - Appleby

Source : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/80000392>

ANNEXE 4

Ernest & Young Malta Ltd

Entité	Rôle	De	À	Incorporation	Compétence	Statut	Données de
ASSOCIATED NEWS GROUP LIMITÉE	Vérificateur	-	-	24-MAI-1968	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TECHNOLOGIE D'AVANT-GARDE LIMITÉE	Vérificateur	-	-	14-MAI-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PONTS ET ROUTES INTERNATIONAL LIMITED	Vérificateur	-	-	30-JUL-2009	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
COMPASS CHARTER TRADE LIMITED	Vérificateur	-	-	02-JUL-2009	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
EUROCAPE NOUVELLE ÉNERGIE LIMITÉE	Vérificateur	-	-	20-AOÛT-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Eastate GEMs SPV2 Limited	Vérificateur	-	-	14-DEC-2007	Malte	En dissolution	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
FERD MALTE HOLDING LIMITÉE	Vérificateur	-	-	13-JAN-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Flume Opérations Malta Limitée	Vérificateur	-	-	20-APR-2005	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
GRIMA PRINTING AND PUBLISHING LIMITED	Vérificateur	-	-	29-DEC-1978	Malte	Annulé à la suite d'une fusion	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
GTECH Malta Holdings Limitée	Vérificateur	-	-	02-DEC-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
IMPORTATEURS ET DISTRIBUTEURS LIMITÉS	Vérificateur	-	-	01-NOV-1994	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
INMARKETS INTERNATIONAL LIMITÉE	Vérificateur	-	-	03-AOÛT-2006	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
SERVICES DE PAIEMENT INSTANTANÉ LIMITÉS	Vérificateur	-	-	18-MAI-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PARAGON AIR INTERNATIONAL LIMITÉE	Vérificateur	-	-	27-AOÛT-2007	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PITHREE LIMITÉE	Vérificateur	-	-	20-JUIN-2001	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
SAMBA HOLDINGS LIMITÉE	Vérificateur	-	-	12-DEC-2002	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
INVESTISSEMENTS SAREMAA LIMITED	Vérificateur	-	-	08-APR-2009	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
HOLDINGS FURTIES LIMITÉS	Vérificateur	-	-	28-JUL-2000	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Zenhyus Malta Limitée	Vérificateur	-	-	20-JAN-2014	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
MARNAV (MALTE) LTD	Vérificateur	-	-	02-FEB-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
METHODE DATA SOLUTIONS GROUP EUROPE LTD	Vérificateur	-	-	10-OCT-2007	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
METHODE ELECTRONICS MALTE HOLDINGS LTD	Vérificateur	-	-	17-APR-2006	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
METHODE ELECTRONICS MEDITERRANEAN COMPANY LTD	Vérificateur	-	-	18-APR-2006	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
NOUVEAU CAPITAL ÉNERGIE ALFA LIMITED	Vérificateur	-	-	25-MAR-2009	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
NOUVEAU CAPITAL ÉNERGÉTIQUE BETA LIMITED	Vérificateur	-	-	25-MAR-2009	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
NOMAC SOLAR LIMITÉE	Vérificateur	-	-	11-JUN-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PAMARGAN PRODUCTS (MALTE) LIMITÉE	Vérificateur	-	-	08-APR-1992	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PARAGON AIR INTERNATIONAL LIMITÉE	Vérificateur	-	-	27-AOÛT-2007	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PITHREE LIMITÉE	Vérificateur	-	-	20-JUIN-2001	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Robeco SAM Clean Tech III Holdings Limited	Vérificateur	-	-	31-AUG-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
SAMBA HOLDINGS LIMITÉE	Vérificateur	-	-	12-DEC-2002	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
INVESTISSEMENTS SAREMAA LIMITED	Vérificateur	-	-	08-APR-2009	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
SEC INSTALLATIONS SPORTIVES LIMITÉE	Vérificateur	-	-	23-OCT-2007	Malte	En dissolution	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
SOLARIG OUTRE-MER LIMITÉE	Vérificateur	-	-	23-AUG-2007	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
HOLDINGS FURTIES LIMITÉS	Vérificateur	-	-	28-JUL-2000	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
LE GROUPE NATIONAL LIMITED	Vérificateur	-	-	20-MAR-2009	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
WURTH MEDITERRANÉE LIMITÉE	Vérificateur	-	-	10-DEC-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ZEP Equity Tradeline (Malte) Limitée	Vérificateur	-	-	02-APR-2009	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Zenhyus Malta Limitée	Vérificateur	-	-	20-JAN-2014	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises

Source : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/56072082>

ANNEXE 5

Mark Joseph Irwin

Entité	Rôle	De	À	Incorporation	Compétence	Statut	Données de
BEHEER MALTE LIMITÉE	Actionnaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
BEHEER MALTE LIMITÉE	Secrétaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
BEHEER MALTE LIMITÉE	Représentant légal	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
BEHEER MALTE LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
BEHEER MALTE LIMITÉE	Directeur	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ECORE MALTE HOLDING LIMITÉE	Actionnaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ECORE MALTE HOLDING LIMITÉE	Secrétaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ECORE MALTE HOLDING LIMITÉE	Représentant légal	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ECORE MALTE HOLDING LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ECORE MALTE HOLDING LIMITÉE	Directeur	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Ecore Malte Limitée	Actionnaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Ecore Malte Limitée	Secrétaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Ecore Malte Limitée	Représentant judiciaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Ecore Malte Limitée	Représentant légal	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Ecore Malte Limitée	Directeur	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Farrinford Malte Limitée	Actionnaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Farrinford Malte Limitée	Représentant judiciaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Farrinford Malte Limitée	Secrétaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Farrinford Malte Limitée	Représentant légal	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Farrinford Malte Limitée	Directeur	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
GALENA INVESTMENTS 2 LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	18-MAR-2014	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
GALENA INVESTMENTS 2 LIMITÉE	Représentant légal	-	-	18-MAR-2014	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
GALENA INVESTMENTS 2 LIMITÉE	Directeur	-	-	18-MAR-2014	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
INVESTISSEMENTS GALENA LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	28-FEB-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
INVESTISSEMENTS GALENA LIMITÉE	Représentant légal	-	-	28-FEB-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
INVESTISSEMENTS GALENA LIMITÉE	Directeur	-	-	28-FEB-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
IMPALA HOLDINGS LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	17-DEC-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
IMPALA HOLDINGS LIMITÉE	Représentant légal	-	-	17-DEC-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
IMPALA HOLDINGS LIMITÉE	Directeur	-	-	17-DEC-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ITH (MALTE) LTD	Représentant judiciaire	-	-	21-JUL-2014	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ITH (MALTE) LTD	Représentant légal	-	-	21-JUL-2014	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ITH (MALTE) LTD	Directeur	-	-	21-JUL-2014	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PE INVESTMENTS LIMITED	Actionnaire	-	-	09-SEP-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY (ZMT) HOLDINGS LIMITÉE	Directeur	-	-	22-OCT-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY (ZMT) HOLDINGS LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	22-OCT-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY (ZMT) HOLDINGS LIMITÉE	Représentant légal	-	-	22-OCT-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTE 3 LIMITÉE	Représentant légal	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTE 3 LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTE 3 LIMITÉE	Directeur	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA HOLDINGS LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	06-MAR-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA HOLDINGS LIMITÉE	Représentant légal	-	-	06-MAR-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA HOLDINGS LIMITÉE	Directeur	-	-	06-MAR-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA MARITIME VENTURES LIMITÉE	Directeur	-	-	15-SEP-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA MARITIME VENTURES LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	15-SEP-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA MARITIME VENTURES LIMITÉE	Représentant légal	-	-	15-SEP-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA NAT GAZ LIMITÉE	Représentant légal	-	-	27-APR-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA NAT GAZ LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	27-APR-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA NAT GAZ LIMITÉE	Directeur	-	-	27-APR-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises

Source : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/56011156>

ANNEXE 6

Robbert Alexander MAAS

Entité	Rôle	De	À	Incorporation	Compétence	Statut	Données de
BULAVISTA LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	05-JUL-2007	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
BULAVISTA LIMITÉE	Directeur	-	-	05-JUL-2007	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
BULAVISTA LIMITÉE	Représentant légal	-	-	05-JUL-2007	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
IMPALA HOLDINGS LIMITÉE	Directeur	-	-	17-DEC-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
IMPALA HOLDINGS LIMITÉE	Représentant légal	-	-	17-DEC-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
IMPALA HOLDINGS LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	17-DEC-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ITH (MALTE) LTD	Directeur	-	-	21-JUL-2014	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ITH (MALTE) LTD	Représentant judiciaire	-	-	21-JUL-2014	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ITH (MALTE) LTD	Représentant légal	-	-	21-JUL-2014	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
IWL INVESTMENTS (MALTE) LIMITÉE	Directeur	-	-	27-NOV-2008	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
IWL INVESTMENTS (MALTE) LIMITÉE	Représentant légal	-	-	27-NOV-2008	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
IWL INVESTMENTS (MALTE) LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	27-NOV-2008	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY (ZMT) HOLDINGS LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	22-OCT-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY (ZMT) HOLDINGS LIMITÉE	Représentant légal	-	-	22-OCT-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY (ZMT) HOLDINGS LIMITÉE	Directeur	-	-	22-OCT-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTE 2 LIMITÉE	Représentant légal	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTE 2 LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTE 2 LIMITÉE	Directeur	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTA 3 LIMITED	Représentant légal	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTA 3 LIMITED	Représentant judiciaire	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTA 3 LIMITED	Directeur	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Puma Energy Holdings Malta Limitée	Directeur	-	-	21-AUG-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Puma Energy Holdings Malta Limitée	Représentant légal	-	-	21-AUG-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Puma Energy Holdings Malta Limitée	Représentant judiciaire	-	-	21-AUG-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA MARITIME VENTURES LIMITÉE	Directeur	-	-	15-SEP-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA MARITIME VENTURES LIMITÉE	Représentant légal	-	-	15-SEP-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA MARITIME VENTURES LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	15-SEP-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA NAT GAZ LIMITÉE	Représentant légal	-	-	27-APR-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA NAT GAZ LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	27-APR-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA NAT GAZ LIMITÉE	Directeur	-	-	27-APR-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
URION HOLDINGS (MALTE) LIMITÉE	Directeur	-	-	13-JUL-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
URION HOLDINGS (MALTE) LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	13-JUL-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
URION HOLDINGS (MALTE) LIMITÉE	Représentant légal	-	-	13-JUL-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises

Source : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/56099481>

ANNEXE 7

Salvino Busuttil

Entité	Rôle	De	À	Incorporation	Compétence	Statut	Données de
AROS CASH ALTERNATIVE SICAV IC PLC	Directeur	-	-	23-APR-2014	Malte	En dissolution	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
AROS CASH ALTERNATIVE SICAV IC PLC	Représentant judiciaire	-	-	23-APR-2014	Malte	En dissolution	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
AROS CASH ALTERNATIVE SICAV IC PLC	Représentant légal	-	-	23-APR-2014	Malte	En dissolution	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
BEHEER MALTE LIMITÉE	Directeur	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
BEHEER MALTE LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
BEHEER MALTE LIMITÉE	Représentant légal	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
BULAVISTA LIMITÉE	Directeur	-	-	05-JUL-2007	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
BULAVISTA LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	05-JUL-2007	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
BULAVISTA LIMITÉE	Représentant légal	-	-	05-JUL-2007	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ECORE MALTE HOLDING LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ECORE MALTE HOLDING LIMITÉE	Directeur	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
ECORE MALTE HOLDING LIMITÉE	Représentant légal	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Ecore Malte Limitée	Représentant judiciaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Ecore Malte Limitée	Directeur	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Ecore Malte Limitée	Représentant légal	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Farrinford Malte Limitée	Représentant légal	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Farrinford Malte Limitée	Représentant judiciaire	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Farrinford Malte Limitée	Directeur	-	-	08-MAR-2005	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
GALENA INVESTMENTS 2 LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	18-MAR-2014	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
GALENA INVESTMENTS 2 LIMITÉE	Représentant légal	-	-	18-MAR-2014	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
GALENA INVESTMENTS 2 LIMITÉE	Directeur	-	-	18-MAR-2014	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
INVESTISSEMENTS GALENA LIMITÉE	Représentant légal	-	-	28-FEB-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
INVESTISSEMENTS GALENA LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	28-FEB-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
INVESTISSEMENTS GALENA LIMITÉE	Directeur	-	-	28-FEB-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
HORUS MALTE LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	14-SEP-2015	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
HORUS MALTE LIMITÉE	Directeur	-	-	14-SEP-2015	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
HORUS MALTE LIMITÉE	Représentant légal	-	-	14-SEP-2015	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY (ZMT) HOLDINGS LIMITÉE	Directeur	-	-	22-OCT-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY (ZMT) HOLDINGS LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	22-OCT-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY (ZMT) HOLDINGS LIMITÉE	Représentant légal	-	-	22-OCT-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTE 2 LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTE 2 LIMITÉE	Représentant légal	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTE 2 LIMITÉE	Directeur	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTE 3 LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTE 3 LIMITÉE	Représentant légal	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTE 3 LIMITÉE	Directeur	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Puma Energy Holdings Malte Limitée	Directeur	-	-	21-AUG-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA HOLDINGS LIMITÉE	Représentant légal	-	-	06-MAR-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA HOLDINGS LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	06-MAR-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA HOLDINGS LIMITÉE	Directeur	-	-	06-MAR-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA MARITIME VENTURES LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	15-SEP-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA MARITIME VENTURES LIMITÉE	Représentant légal	-	-	15-SEP-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA MARITIME VENTURES LIMITÉE	Directeur	-	-	15-SEP-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises

Source : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/56056509>

ANNEXE 8

Walter Cutajar

Entité	Rôle	De	A	Incorporation	Compétence	Statut	Données de
ANTHONY'S KIOSK CO LIMITED	Liquidateur	-	-	03-MAR-1995	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
APN INTERNATIONAL LIMITÉE	Secrétaire	-	-	15-JUN-2000	Malte	En dissolution	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
SOCIÉTÉ BL-SKY LIMITÉE	Secrétaire	-	-	29-APR-1996	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
COMET INTERNATIONAL HOLDING LIMITÉE	Secrétaire	-	-	15-DEC-1999	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
DAYBRAND LTD	Secrétaire	-	-	03-MAR-2014	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
EURO ENGINEERING HOLDING COMPANY LIMITED	Secrétaire	-	-	06-APR-1998	Malte	En dissolution	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
EURODOC LIMITÉE	Secrétaire	-	-	12-APR-2000	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
HKG HOLDINGS LIMITÉE	Secrétaire	-	-	18-DEC-1995	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
SAVOIR-FAIRE INTERNATIONAL ET MARKETING LIMITÉ	Secrétaire	-	-	23-DEC-1997	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
CLÉ - KYL LTD (D-4530)	Actionnaire	-	-	05-AOÛT-1994	Malte	En dissolution	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
KLOWTES LTD	Actionnaire	-	-	21-OCT-1994	Malte	Radié comme défunt	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
M/DATA LIMITÉE	Secrétaire	-	-	24-APR-2000	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
NOVA MED COMPANY LIMITÉE	Secrétaire	-	-	29-JAN-1993	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
SOUTH WEST HOLDINGS LIMITÉE	Secrétaire	-	-	03-JUL-1998	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PLACEMENTS URSUS LIMITÉE	Secrétaire	-	-	13-MAI-1997	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
WIBO FINANCE LIMITÉE	Secrétaire	-	-	20-AOÛT-1996	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
SAVOIR-FAIRE INTERNATIONAL ET MARKETING LIMITÉ	Secrétaire	-	-	23-DEC-1997	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
CLÉ - KYL LTD (D-4530)	Actionnaire	-	-	05-AOÛT-1994	Malte	En dissolution	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
KLOWTES LTD	Actionnaire	-	-	21-OCT-1994	Malte	Radié comme défunt	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
LEASEMART LIMITÉE	Secrétaire	-	-	23-MAY-1997	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
LISIA LIMITÉE	Secrétaire	-	-	28-JUN-2000	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
M/DATA LIMITÉE	Secrétaire	-	-	24-APR-2000	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
MAGOR INTERNATIONAL TRADING COMPANY LIMITÉE	Secrétaire	-	-	04-SEP-1995	Malte	En dissolution	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
METEOR INTERNATIONAL HOLDING LIMITÉE	Secrétaire	-	-	17-DEC-1999	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
MULTIFINANCE CORPORATION LIMITÉE	Secrétaire	-	-	22-SEP-1999	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
NOVA MED COMPANY LIMITÉE	Secrétaire	-	-	29-JAN-1993	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
POLYFINANCES HOLDING LIMITÉE	Secrétaire	-	-	22-SEP-1999	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PRONTO PUBLICITÉ LIMITÉE	Secrétaire	-	-	24-MAY-2004	Malte	En dissolution	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
SOUTH WEST HOLDINGS LIMITÉE	Secrétaire	-	-	03-JUL-1998	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
STEELFORTE CO. LIMITÉE	Secrétaire	-	-	04-NOV-1999	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
SUNRISE INTERNATIONAL TRADING AND SERVICES COMPANY LIMITED	Secrétaire	-	-	06-APR-1990	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
SwissMarine Holdings Limitée	Secrétaire	-	-	19-DEC-2006	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TECHNOLOGIE EQUITY PARTNERS LIMITED	Secrétaire	-	-	12-DEC-2007	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRIPTIC HOLDINGS LIMITÉE	Secrétaire	-	-	05-NOV-2001	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PLACEMENTS URSUS LIMITÉE	Secrétaire	-	-	13-MAI-1997	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
WIBO FINANCE LIMITÉE	Secrétaire	-	-	20-AOÛT-1996	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises

Source : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/56016842>

ANNEXE 9

Avanzia Taxand Ltd

Entité	Rôle	De	À	Incorporation	Compétence	Statut	Données de
BULAVISTA LIMITÉE	Actionnaire	-	-	05-JUL-2007	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
DAYBRAND LTD	Représentant judiciaire	-	-	03-MAR-2014	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
DAYBRAND LTD	Représentant légal	-	-	03-MAR-2014	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
DAYBRAND LTD	Directeur	-	-	03-MAR-2014	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
EASTMAN MALTE LIMITÉE	Actionnaire	-	-	23-DEC-1998	Malte	En dissolution	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
GALENA INVESTMENTS 2 LIMITÉE	Actionnaire	-	-	18-MAR-2014	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
INVESTISSEMENTS GALENA LIMITÉE	Actionnaire	-	-	28-FEB-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
IMPALA HOLDINGS LIMITÉE	Actionnaire	-	-	17-DEC-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
MANATEE HOLDING COMPANY LIMITÉE	Actionnaire	-	-	03-JAN-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
MOBILITÉ INVEST LIMITED	Représentant légal	-	-	13-MAR-2002	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
MOBILITÉ INVEST LIMITED	Représentant judiciaire	-	-	13-MAR-2002	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY FUNDING LTD	Directeur	-	-	12-JAN-2009	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PUMA ENERGY HOLDINGS MALTE 2 LIMITÉE	Actionnaire	-	-	29-AOÛT-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PWX CO. LTD.	Représentant légal	-	-	22-SEP-1998	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PWX CO. LTD.	Représentant judiciaire	-	-	22-SEP-1998	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PWY CO. LTD.	Représentant légal	-	-	22-SEP-1998	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
PWY CO. LTD.	Représentant judiciaire	-	-	22-SEP-1998	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
Puma Energy Holdings Malte Limitée	Actionnaire	-	-	21-AOÛT-2008	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
SOLARIG OVERSEAS HOLDING LIMITÉE	Actionnaire	-	-	06-AOÛT-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
SUNRISE INTERNATIONAL TRADING AND SERVICES COMPANY LIMITED	Actionnaire	-	-	06-APR-1990	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA HOLDINGS LIMITÉE	Actionnaire	-	-	06-MAR-2012	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA NAT GAZ LIMITÉE	Actionnaire	-	-	27-APR-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TULANE HOLDINGS LIMITÉE	Actionnaire	-	-	14-OCT-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
URION HOLDINGS (MALTE) LIMITÉE	Actionnaire	-	-	13-JUL-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
GROUPE VETUSTA LIMITÉE	Actionnaire	-	-	20-SEP-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TULANE HOLDINGS LIMITÉE	Actionnaire	-	-	14-OCT-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
URION HOLDINGS (MALTE) LIMITÉE	Actionnaire	-	-	13-JUL-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
GROUPE VETUSTA LIMITÉE	Actionnaire	-	-	20-SEP-2010	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises

Source : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/56081006>

ANNEXE 10

Michael Stuart Wainwright

Entité							
	Rôle	De	À	Incorporation	Compétence	Statut	Données de
CHUNTILE HOLDINGS MALTE LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	15-MAR-2010	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
CHUNTILE HOLDINGS MALTE LIMITÉE	Représentant légal	-	-	15-MAR-2010	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
CHUNTILE HOLDINGS MALTE LIMITÉE	Directeur	-	-	15-MAR-2010	Malte	Radié	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA NAT GAZ LIMITÉE	Directeur	-	-	27-APR-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA NAT GAZ LIMITÉE	Représentant légal	-	-	27-APR-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises
TRAFIGURA NAT GAZ LIMITÉE	Représentant judiciaire	-	-	27-APR-2011	Malte	-	Paradise Papers - Registre des entreprises maltaises

Source : <https://offshoreleaks.icij.org/nodes/56012670>